



RAPPORT
DU
CONSEIL DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION

SUPPLÉMENT N° 24 (A/8024)

NATIONS UNIES

RAPPORT
DU
CONSEIL DES NATIONS UNIES
POUR LA NAMIBIE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DOCUMENTS OFFICIELS : VINGT-CINQUIÈME SESSION
SUPPLÉMENT N° 24 (A/8024)



NATIONS UNIES
New York, 1970

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Pages</u>
LETTRE D'ENVOI		v
INTRODUCTION	1 - 4	1
I. ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL	5 - 45	3
II. QUESTION DES TITRES DE VOYAGE ET PIECES D'IDENTITE	46 - 66	13
III. PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LES NAMIBIENS	67 - 77	21
PARTICIPATION DU PEUPLE NAMIBIEN AUX TRAVAUX DU		
IV. CONSEIL	78 - 80	24
CONSULTATION ET CONCOURS DES INSTITUTIONS SPECIA-		
LISEES ET AUTRES ORGANES DE L'ORGANISATION DES		
V. NATIONS UNIES	81 - 88	25
COLLABORATION AVEC L'ORGANISATION DE L'UNITE		
VI. AFRICAINE	89 - 91	27
VII. QUESTIONS JURIDIQUES	92 - 111	29
VIII. ACTIVITES DU MOUVEMENT DE LIBERATION	112 - 121	34
PERSISTANCE DE L'ATTITUDE INTRANSIGEANTE ET		
IX. NEGATIVE DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAINE	122 - 132	37
ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET		
X. AUTRES, EN NAMIBIE	133 - 144	41
ACTION DU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LA		
XI. NAMIBIE	145 - 160	46
XII. CONCLUSIONS	161 - 175	50
XIII. RECOMMANDATIONS	176	54

ANNEXE

INDEX ANALYTIQUE DES REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS A LA NOTE DU SECRETAIRE GENERAL EN DATE DU 12 DECEMBRE 1968 CONCERNANT LES DOCUMENTS DE VOYAGE QUI SERAIENT DELIVRES AUX NAMIBIENS	56
--	----

Blank page

Page blanche

LETTRE D'ENVOI

Le 12 octobre 1970

Monsieur le Secrétaire général,

J'ai l'honneur de transmettre ci-joint le cinquième rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie conformément à la section V de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. Ce rapport a été adopté par le Conseil à sa 96ème séance, le 12 octobre.

Conformément aux termes de la résolution précitée, je vous prie de faire distribuer ce rapport en tant que document de la vingt-cinquième session de l'Assemblée générale.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Président du Conseil des
Nations Unies pour la Namibie

(Signé) P. A. THOMPSON

Son Excellence U Thant
Secrétaire général de
l'Organisation des Nations Unies
New York

RAPPORT DU CONSEIL DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE

INTRODUCTION

1. Aux termes de ses résolutions 2145 (XXI), du 27 octobre 1966, et 2248 (S-V), du 19 mai 1967, l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur le Sud-Ouest africain et créé le Conseil des Nations Unies pour le Sud-Ouest africain, composé des représentants du Chili, de la Colombie, de la Guyane, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigéria, du Pakistan, de la République arabe unie, de la Turquie, de la Yougoslavie et de la Zambie, le chargeant d'administrer le Territoire jusqu'à l'indépendance, avec la participation la plus grande possible du peuple du Territoire. Après examen du premier rapport du Conseil 1/, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2325 (XXII) du 16 décembre 1967, a demandé au Conseil "de s'acquitter par tous les moyens disponibles du mandat que l'Assemblée générale lui a confié".

2. Le 12 juin 1968, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2372 (XXII), a proclamé de plus que, conformément au vœu de son peuple, le Sud-Ouest africain serait désormais appelé "Namibie" et elle a décidé que le Conseil serait appelé "Conseil des Nations Unies pour la Namibie" et que le Commissaire serait appelé "Commissaire des Nations Unies pour la Namibie". Dans la même résolution, l'Assemblée générale a également décidé que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie s'acquitterait à titre prioritaire des fonctions suivantes :

"a) En consultation et en coopération avec les institutions spécialisées et autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, qui, au paragraphe 2 de la section III de la résolution 2248 (S-V), ont été priés de fournir à la Namibie une assistance technique et financière, le Conseil se chargera d'établir un programme d'urgence coordonné tendant à apporter une assistance de cet ordre pour répondre aux exigences de la situation actuelle;

b) Le Conseil organisera un programme de formation pour les Namibiens en consultation avec les gouvernements qui indiqueront leur intérêt et leur préoccupation afin qu'un corps de fonctionnaires, de techniciens et de cadres puisse être constitué qui soit en mesure d'assumer l'administration publique et le développement social, politique et économique de l'Etat;

c) Le Conseil poursuivra, avec un sentiment d'urgence, ses consultations sur la question de la délivrance aux Namibiens de titres de voyage qui leur permettent de se rendre à l'étranger."

3. Le 1er décembre 1969, l'Assemblée générale a adopté la résolution 2517 (XXIV), dont le dispositif est conçu comme suit :

1/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 64 de l'ordre du jour, document A/6897.

"L'Assemblée générale,

...

1. Réaffirme le droit inaliénable du peuple namibien à l'auto-détermination et à l'indépendance, conformément à la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, et la légitimité de sa lutte contre l'occupation étrangère de son territoire;

2. Exprime sa solidarité avec le peuple namibien dans sa lutte légitime contre l'occupation étrangère et prie tous les Etats de fournir à ce peuple un appui moral et matériel accru;

3. Condamne le Gouvernement sud-africain pour son refus persistant de retirer son administration du Territoire et pour sa politique et ses actes qui visent à détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale de la Namibie, contrevenant ainsi avec persistance aux principes de la Charte des Nations Unies et aux obligations qu'elle impose;

4. Attire l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de prendre des mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, pour apporter une solution à la grave situation qui s'est créée du fait du refus de l'Afrique du Sud de retirer son administration de Namibie;

5. Recommande le rapport du Conseil des Nations Unies pour la Namibie 2/ à tous les Etats et aux organes subsidiaires de l'Assemblée générale et autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'aux institutions spécialisées et aux autres organisations internationales intéressées, pour qu'ils lui donnent la suite qui convient, conformément aux résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité;

6. Prie le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de continuer à s'acquitter, par tous les moyens dont il dispose, des fonctions qui lui ont été confiées par les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale;

7. Prie le Secrétaire général de continuer à fournir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie l'assistance et les facilités nécessaires pour lui permettre de s'acquitter de ses tâches et de ses fonctions;

8. Demande à tous les Etats de coopérer avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie dans l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées.

4. Le présent rapport, qui est le cinquième rapport du Conseil à l'Assemblée générale, porte sur la période du 25 octobre 1969 au 12 octobre 1970.

2/ Ibid., vingt-quatrième session, Supplément No 24 (A/7624/Rev.1). Pour les deuxième et troisième rapports, voir ibid., vingt-deuxième session, Annexes, point 64 de l'ordre du jour, document A/7088; et ibid., vingt-troisième session, point 64 de l'ordre du jour, document A/7338 et Corr.1.

I. ORGANISATION ET ACTIVITES DU CONSEIL

A. Modifications apportées à l'organisation et aux procédures du Conseil

5. Au cours de la période examinée, le Conseil a apporté un certain nombre de modifications à son organisation et à ses méthodes de travail dans le but d'accroître l'efficacité de ses travaux et de mieux surmonter les problèmes d'ordre administratif et technique de plus en plus nombreux auxquels il doit faire face dans l'exercice des fonctions et responsabilités que lui a confiées l'Assemblée générale. Ces modifications ont fait suite à un examen de l'organisation et des procédures du Conseil qu'avait entrepris un comité spécial créé à cette fin en 1969. On se rappelle que, dans son dernier rapport, le Conseil avait fait un exposé sommaire des recommandations présentées par ce comité spécial, en notant qu'il approuvait l'ensemble du rapport du Comité.

6. Sur le plan de l'organisation, l'un des changements introduits par le Conseil a consisté, à compter du 1er mai 1970, à porter de 1 à 4 mois, la durée du mandat du Président pour assurer plus de continuité à la direction des travaux du Conseil. Le Conseil a décidé de maintenir les dispositions concernant l'exercice de la présidence, laquelle est assumée à tour de rôle par tous ses membres suivant l'ordre alphabétique anglais. C'est ainsi que, du 1er mai au 31 août, c'est le représentant de la Colombie qui a rempli les fonctions de Président du Conseil, le représentant de la Guyane lui ayant succédé le 1er septembre.

7. Un autre changement a consisté à créer, le 20 avril 1970, deux comités permanents du Conseil, dont le premier a été chargé de préparer les travaux du Conseil, de dépouiller les communications reçues et de s'occuper des questions de publicité, tandis que l'autre doit effectuer une étude détaillée de toutes les questions de caractère administratif ou juridique intéressant la Namibie. Le Conseil a décidé de transférer à ces deux comités permanents toutes les fonctions qui étaient auparavant confiées à des organes ad hoc à l'exception de celles du Comité spécial des titres de voyage. Il a également convenu que les Comités permanents devraient, outre les tâches générales décrites ci-dessus, exécuter les travaux que le Conseil pourrait de temps à autre leur confier.

8. Du fait de ces décisions, le Conseil a maintenant trois organes subsidiaires : le Comité permanent I, chargé non seulement de préparer les travaux du Conseil, de dépouiller les communications reçues et de s'occuper des questions de publicité, mais aussi d'étudier de quelle façon la population namibienne pourrait participer aux travaux du Conseil. Ce comité se compose des représentants de la Colombie, de l'Inde, de l'Indonésie, du Nigéria et de la Turquie; le mandat de ses président et vice-président coïncide quant à sa durée avec celui du Président du Conseil. La présidence est assumée par M. Y. Söylemez (Turquie), qui a été élu le 11 mai 1970 et réélu par la suite pour un second mandat. M. Prawirodirdjo (Indonésie) a assumé la vice-présidence du 11 avril au 31 août 1970.

9. Le Comité permanent II se compose des représentants du Chili, de la Guyane, de la République arabe unie, de la Yougoslavie et de la Zambie, les représentants de la Zambie et de la Guyane ayant été désignés, respectivement, comme président

et vice-président permanents. Ce comité doit notamment effectuer une étude détaillée des questions juridiques relatives à l'application du paragraphe 9 de la résolution 2288 (XXII), en date du 2 décembre 1967, par lequel l'Assemblée générale a demandé à ce qu'il soit procédé à un examen des lois et pratiques établies en Namibie par le Gouvernement sud-africain, veiller à l'application des paragraphes 9, 10 et 11 de la résolution 2547 A (XXIV) de l'Assemblée générale, en date du 11 décembre 1969, et examiner diverses questions relatives à l'éducation et à la formation de Namibiens.

10. Le Comité spécial des titres de voyage reste, comme auparavant, composé des représentants de la Guyane, de l'Inde, de la République arabe unie et de la Yougoslavie et est toujours présidé par le représentant de la Guyane.

11. Toujours en ce qui concerne son organisation et ses procédures, le Conseil a pris les décisions suivantes : a) dans l'intérêt de la publicité et à moins qu'il n'en soit décidé autrement, les séances du Conseil seront dorénavant publiques; et b) le Conseil se fera représenter par son président, en qualité d'observateur, aux réunions du Comité consultatif pour le Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe.

B. Travaux du Conseil et de ses comités

12. Quoique empêché de s'acquitter de sa tâche dans le territoire en raison du refus persistant de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie au mépris des résolutions en ce sens de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil est maintenant plus près qu'il ne l'était lors de la présentation de son dernier rapport de pouvoir remplir certaines des fonctions que lui a confiées l'Assemblée générale. Reconnaisant que la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie et de sa population s'étend à tous les Namibiens, y compris ceux qui se trouvent en dehors du territoire et dont beaucoup ont été forcés de quitter leur pays du fait des mesures de répression prises par l'Afrique du Sud pour maintenir son occupation illégale du territoire, le Conseil a fait porter en 1970 l'essentiel de son attention sur les mesures propres à alléger les difficultés que rencontrent les Namibiens à l'étranger. C'est avec satisfaction qu'il peut signaler que, grâce à ses efforts persistants, secondés par le Comité spécial des titres de voyage, il a conclu pendant l'année des accords avec la République de Zambie et la République de l'Ouganda afin de délivrer aux Namibiens se trouvant dans ces pays des titres de voyage et des papiers d'identité et qu'il a fait des progrès notables en vue de la conclusion d'accords analogues avec d'autres Etats. Le Conseil commencera donc avant la fin de l'année à délivrer des titres de voyage et des documents d'identité aux Namibiens. L'élaboration de plans tendant à la mise en place d'un programme d'éducation et de formation destiné aux Namibiens, conformément aux dispositions de l'alinéa b) du paragraphe 4 de la résolution 2372 (XXII) de l'Assemblée générale en date du 12 juin 1968, a également progressé, de même que l'étude des problèmes particuliers des réfugiés.

13. Le Conseil a aussi fait des progrès en 1970 dans l'établissement de relations de travail étroites avec l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Cette coordination est le résultat de deux prises de contact directes entre le Conseil

et le secrétariat de l'OUA : la première a consisté en l'envoi par le Conseil d'un groupe d'observateurs au premier Séminaire des correspondants nationaux du Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains ainsi qu'à une réunion du Comité consultatif du Bureau, qui ont eu lieu à Addis-Abéba du 27 avril au 2 mai 1970; le Groupe d'observateurs a participé activement à ces réunions. Cette première prise de contact a été suivie de rencontres entre la mission du Conseil, qui s'est rendue à Addis-Abéba en juillet, et le secrétaire général administratif de l'OUA ainsi que plusieurs hauts fonctionnaires de cette organisation.

14. Le Conseil est resté en contact étroit avec les représentants de la population namibienne à l'étranger, estimant que ces contacts sont non seulement une source précieuse de renseignements de première main indispensables au bon accomplissement de ses fonctions mais sont aussi essentiels pour lui permettre d'être vraiment représentatif des intérêts et des vues de l'ensemble de la population namibienne. Le Conseil a donc au cours de 1970 poursuivi ses consultations avec divers groupes de représentants du peuple namibien dans le but de découvrir des moyens d'associer plus étroitement ce dernier à ses travaux. Comme il est expliqué plus loin, le problème de l'élaboration de procédés permettant à la population namibienne de participer aux travaux du Conseil est rendu compliqué du fait de l'existence de plusieurs partis politiques dont chacun se prétend plus représentatif du peuple namibien que les autres.

15. L'oeuvre du Conseil s'est trouvée encore renforcée grâce aux contacts établis avec les institutions spécialisées et d'autres organes de l'ONU, notamment le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. La Commission économique pour l'Afrique a rédigé, à la demande du Conseil, une étude intitulée "Les conditions sociales et économiques en Namibie"; la préparation de cette étude constitue la première étape de l'élaboration du plan de développement économique et social à long terme du territoire que le Conseil se propose d'exécuter lorsqu'il sera à même d'exercer ses pouvoirs et ses fonctions dans le territoire ainsi que du programme d'assistance technique à court terme que le Conseil doit établir à l'intention des Namibiens aux termes de l'alinéa a) du paragraphe 4 de la résolution 2372 (XXII) de l'Assemblée générale. Le Comité permanent II examine actuellement avec attention les renseignements contenus dans cette étude.

16. Le Conseil a également tenu, par l'intermédiaire de son bureau, des consultations avec le Comité spécial chargé d'étudier la politique d'apartheid du Gouvernement de la République sud-africaine et le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, en vue d'organiser une session commune de tous les organes s'intéressant à l'Afrique australe. La tenue d'une telle session répondrait aux demandes que l'Assemblée générale a adressées aux deux organes mentionnés ci-dessus dans ses résolutions 2506 (XXIV), en date du 21 novembre 1969, et 2521 (XXIV), en date du 4 décembre 1969. Le Conseil espère que cette session pourra avoir lieu le plus tôt possible.

17. Les activités des Comités permanents et du Comité spécial des titres de voyage font l'objet de rubriques pertinentes figurant ci-dessous.

18. Le 29 juillet le Conseil s'est réuni pour exprimer l'affliction profonde et le regret que ses membres éprouvaient à l'annonce du décès du chef Hosea Kutako, dirigeant des Hereros, qui avait consacré sa vie à la cause de la liberté et de la dignité du peuple namibien et était devenu le symbole de sa lutte contre l'apartheid. Le Conseil a décidé à l'unanimité de demander à son Président de transmettre ses condoléances à la famille du défunt.

C. Mission du Conseil en Afrique

19. Au début de 1970, à la suite de négociations entreprises par le Comité spécial chargé d'étudier la question des titres de voyage, le Conseil était parvenu à une entente préliminaire avec le Gouvernement de la Zambie concernant un projet d'accord sur la délivrance aux Namibiens de titres de voyage et de pièces d'identité. Des négociations analogues avaient également été engagées avec les Gouvernements du Botswana, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie.

20. En conséquence et sur la recommandation du Comité permanent I, le Conseil a décidé à sa 87ème séance, le 21 avril 1970, d'envoyer une mission chargée notamment de poursuivre les négociations avec les gouvernements susmentionnés et, en ce qui concerne la Zambie, de mettre au point le projet d'accord et de prendre les dispositions nécessaires pour ouvrir à Lusaka un bureau du Conseil qui serait chargé de délivrer les titres de voyage. La mission a également reçu pour instruction de rencontrer des groupements représentatifs de Namibiens pour les consulter sur la question de la participation du peuple namibien aux travaux du Conseil, et se mettre en rapport avec l'OUA et d'autres organisations sur des questions intéressant le Conseil. Le Conseil a également décidé à cette même séance que la mission se composerait du Président du Conseil, des Présidents de ses trois Comités et de deux autres membres, ainsi que du Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie.

21. Après d'autres négociations^{3/}, il a été décidé que la mission serait composée des membres suivants : M. N. H. Parra (Colombie), président du Conseil, M. L. D. Samuels (Guyane), M. O. Adeniji (Nigéria), M. Y. Söylemez (Turquie) et M. A. K. Simuchimba (Zambie) ainsi que M. A. A. Hamid (Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie).

22. La mission a quitté New York le 6 juillet et, après s'être rendue dans les capitales de la Zambie, de la République-Unie de Tanzanie, de l'Ouganda, du Kenya, de l'Ethiopie et du Danemark, elle a regagné le Siège le 30 juillet.

23. Le rapport de la mission, dont de larges extraits ont été repris dans les parties pertinentes du présent rapport, a été présenté le 22 août et approuvé par le Conseil à sa 90ème séance, le 28 août.

^{3/} Le nombre des membres de la mission a été réduit à cinq lorsque le Président a informé le Conseil que ses consultations n'avaient pas permis de parvenir à un accord sur la nomination d'un sixième membre.

D. Consultations et auditions

24. Au cours de la période considérée, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a accordé une audition en séance plénière, et le Comité permanent I a accordé trois auditions à des représentants de partis politiques namibiens lorsqu'il a examiné la question de participation du peuple namibien aux travaux du Conseil.

25. En outre, la mission du Conseil mentionnée plus haut a consulté des représentants de partis politiques namibiens avant de quitter New York ainsi qu'à Lusaka, Dar es-Salam, Nairobi, Addis-Abéba et Copenhague. Ces consultations ont porté non seulement sur la participation des Namibiens aux travaux du Conseil, mais également sur d'autres questions intéressant le Conseil, notamment la question de l'enseignement et de la formation des Namibiens et les problèmes des réfugiés. La mission a également rencontré à Nairobi des représentants des étudiants namibiens au Kenya et un groupe de réfugiés namibiens récemment arrivés dans le pays.

26. On trouvera ci-dessous les opinions exprimées au cours de ces auditions groupées par sujets.

1. Audition du Conseil

27. A sa 84ème séance, le 20 avril 1970, le Conseil a décidé d'accorder une audition au Révérend G. Michael Scott de la Ligue internationale des droits de l'homme. Au cours de cette audition, qui a eu lieu le 22 avril, le Révérend M. Scott a fait une déclaration et répondu aux questions des membres du Conseil. Sa déclaration a porté sur la situation qui existait à l'intérieur de la Namibie, notamment sur la création d'une commission judiciaire pour la Namibie proposée dans le rapport du Rapporteur spécial ^{4/} nommé conformément aux résolutions 7 (XXIII) et 3 E (XXIV) de la Commission des droits de l'homme, qui avaient été portées à l'attention du Conseil selon le paragraphe 12 de la résolution 2547 B (XXIV) de l'Assemblée générale.

2. Consultations avec des représentants namibiens sur la question de la participation du peuple namibien aux travaux du Conseil

28. Ainsi qu'il est dit plus haut, le Conseil a décidé, à sa 83ème séance, le 7 avril 1970, de renvoyer au Comité permanent I, pour examen approfondi et recommandation, la question des moyens de permettre au peuple namibien de participer aux travaux du Conseil. Le Comité a examiné cette question en consultation avec les représentants de la South West Africa People's Organization (SWAPO), de la South West Africa National Union (SWANU) et du South West Africa National United Front (SWANUF), dont les représentants à New York se sont présentés devant le Comité au cours de l'année.

29. En outre, conformément à son mandat exposé plus haut, la mission du Conseil en Afrique a tenu des consultations sur cette question avec les dirigeants des trois partis namibiens. Avant son départ le 6 juillet, la mission a profité

^{4/} E/CN.4/979/Add.3.

de la présence à New York du Président de la SWAPO pour avoir une entrevue avec lui; elle a également rencontré le Vice-Président de la SWAPO à Lusaka et d'autres membres du Comité exécutif du parti à Dar es-Salam. Des consultations ont eu lieu à Nairobi et à Addis-Abéba avec des représentants du SWANUF et à Copenhague avec des membres du Conseil extérieur de la SWANU.

30. L'opinion de la SWAPO, telle qu'elle a été présentée au Comité permanent I et à la mission est que, puisqu'elle est la seule organisation namibienne reconnue par l'OUA et la seule à mener une lutte armée pour la libération de la Namibie, elle seule devrait représenter le peuple namibien auprès du Conseil. Le porte-parole du parti a déclaré que la SWAPO n'avait pas l'intention de reconnaître le SWANUF ou la SWANU ni de collaborer avec ces partis tant qu'ils ne se seraient pas engagés dans la lutte armée pour la libération de la Namibie. Le Président de la SWAPO, au cours de ses entretiens avec la mission, a cependant déclaré que son parti n'aurait pas d'objection à participer à une conférence ou à un séminaire international sur la Namibie organisé par le Conseil pour faire progresser la cause de la Namibie et faire connaître et appuyer les travaux du Conseil. Le Conseil pourrait inviter des Namibiens et d'autres personnes, notamment des experts et des représentants d'organisations s'intéressant à la cause du peuple namibien, à participer à une telle conférence.

31. La position du SWANUF, telle qu'elle a été exposée par ses représentants au Comité permanent I et à la mission, était que le Conseil devrait réunir les partis politiques pour instaurer un dialogue qui pourrait conduire à la formation d'un front uni. Le parti comptait sur le Conseil pour servir de médiateur entre la SWAPO et lui-même. Au cas où cette médiation échouerait, le Conseil devrait recommander à l'OUA de reconnaître le SWANUF; en effet, le fait que le parti n'était pas reconnu par les Etats membres de l'OUA entravait gravement la liberté de circuler de ses membres, et l'empêchait de participer à la lutte armée pour la libération de la Namibie. Le SWANUF a proposé par la suite que le Conseil organise des conférences annuelles des mouvements namibiens de libération, dont la première se tiendrait à Lusaka au milieu de 1971.

32. Le porte-parole de la SWANU a proposé que le Conseil réunisse d'urgence, et au plus tard en septembre 1970, les représentants des principaux groupes politiques et groupements de militants namibiens, pour l'essentiel des membres de la SWANU, de la SWAUNIO 5/, de la SWAPO et du Patriotic Council of Chiefs, pour examiner avec eux les moyens de leur permettre de participer à ses travaux. Le porte-parole a dit que la SWANU considérait la SWAPO comme une organisation de tendance régionale n'ayant d'appui et d'influence que dans le nord du territoire, alors que le centre et le sud étaient sous l'influence de la SWANU. Il a souligné que la SWANU n'était pas membre du front uni du SWANUF.

33. Au cours de ses consultations, la mission a entendu diverses propositions des différents partis sur la façon dont ils pourraient participer aux travaux du Conseil dans l'avenir immédiat. A cet égard, la SWAPO a maintenu la position selon laquelle elle devrait pouvoir déléguer un représentant pour participer aux travaux du Conseil. La SWAPO comprenait bien que c'était au Conseil de prendre une

5/ South West Africa United National Independence Organization

décision sur cette question, mais elle tenait à ce qu'on sache qu'elle ne se sentait pas tributaire de la reconnaissance par le Conseil.

34. La SWANU considérait la question sous un angle différent et pensait que la question de la participation était plus importante pour le Conseil et pour l'ONU que pour les partis politiques. La participation des partis aux travaux du Conseil permettrait de créer le climat de confiance nécessaire entre l'ONU et le peuple du territoire. Ce serait une arme importante pour un peuple à qui il a été refusé toute voix au chapitre dans les affaires de son pays depuis que la communauté internationale l'a placé sous le mandat de l'Afrique du Sud. D'un point de vue pratique, la participation signifierait que l'ONU et en particulier les institutions spécialisées entreprendraient activement des programmes d'assistance destinés à aider le mouvement national de libération à atteindre son objectif, l'indépendance totale de la Namibie. Elle signifierait également que le Conseil pour la Namibie aurait à tous les niveaux imaginables des contacts avec le mouvement national de libération.

35. Les opinions du SWANUF sur la participation ont été exposées dans les trois propositions concrètes suivantes :

- a) Le Conseil pour la Namibie devrait envisager que le territoire soit représenté par deux Namibiens, l'un membre du SWANUF et l'autre de la SWAPO, qui recevraient une subvention mensuelle fixée par le Conseil lui-même.
- b) Le Conseil devrait assurer le séjour permanent à Addis-Abéba (Ethiopie) de deux autres représentants namibiens membres du SWANUF et de la SWAPO pour leur permettre de représenter la Namibie à toutes les réunions des Nations Unies qui se tiendraient dans cette ville. Ces deux représentants namibiens recevraient du Conseil une allocation mensuelle pour pouvoir s'acquitter efficacement de leurs tâches.
- c) Il faudrait engager un autre Namibien, membre du SWANUF, au Secrétariat de l'ONU pour porter à deux le nombre des fonctionnaires namibiens du Secrétariat. Le Namibien qui travaille déjà au Secrétariat étant membre de la SWAPO, il serait juste que le second soit membre du SWANUF.

36. La mission a rapporté qu'elle avait examiné cette question ainsi que les opinions exprimées par les partis politiques avec des fonctionnaires du secrétariat de l'OUA à Addis-Abéba. On lui a expliqué que la décision de reconnaître la SWAPO avait été fondée sur trois critères : le caractère représentatif de ce parti, le fait qu'il participait activement à la lutte armée pour la libération et son efficacité. On lui a suggéré que le fait que l'OUA ait désigné la SWAPO comme le seul mouvement de libération namibien reconnu et les critères sur lesquels l'OUA s'était fondée devraient être une considération essentielle du Conseil lorsqu'il prendrait une décision concernant la question de la participation. Par ailleurs, les fonctionnaires de l'OUA ont souligné le désir de l'Organisation de voir constituer un front commun des partis. Ils ont émis l'avis que le Conseil pourrait peut-être poursuivre les efforts que l'OUA avait déployés, jusqu'ici sans effet, pour faire reprendre le dialogue entre les partis.

3. Consultations avec des représentants namibiens au sujet des besoins des Namibiens en matière d'enseignement et de formation

37. Du fait que le Conseil a la responsabilité fondamentale de préparer le peuple namibien à l'autonomie et à l'indépendance, et à la lumière des recommandations du Conseil et de celles que l'Assemblée générale a formulées à l'alinéa b) du paragraphe 4 de sa résolution 2372 (XXII) concernant l'organisation d'un programme distinct d'enseignement et de formation à l'intention des Namibiens, la mission du Conseil en Afrique a consulté des groupes namibiens afin d'obtenir des renseignements sur les besoins des Namibiens à l'étranger et de connaître leurs opinions sur la nature et la portée d'un tel programme. Des conversations sur ce sujet ont donc eu lieu avec les représentants de la SWAPO, de la SWANU et du SWANUF dont il a été question plus haut, ainsi qu'avec les représentants d'un groupe de 64 étudiants namibiens se trouvant au Kenya, qui se sont entretenus avec la mission pendant son séjour à Nairobi.

38. Tous ces représentants ont été unanimes à souhaiter qu'on augmente le nombre des bourses actuellement disponibles et que le Conseil organise sous son contrôle un programme distinct conçu spécifiquement pour répondre aux besoins des Namibiens. Diverses suggestions ont été présentées à la mission. Les représentants de la SWAPO ont suggéré que le Conseil envisage de créer un fonds pour l'enseignement, auquel les gouvernements pourraient être encouragés à verser des contributions bénévoles et qui serait utilisé essentiellement pour accorder des subventions à des écoles et à des institutions de formation professionnelle en Afrique afin de créer des postes pour les Namibiens. Il a également été suggéré que chaque Membre de l'Organisation des Nations Unies soit prié de fournir au moins une bourse spéciale qui permettrait à un Namibien de recevoir un enseignement s'étendant du niveau primaire ou secondaire jusqu'au niveau maximum dont il serait capable et qui pourrait aller jusqu'aux études universitaires ou s'arrêter à la formation professionnelle.

39. Les représentants de la SWANU se sont également déclarés d'avis qu'il fallait mettre sur pied un programme distinct d'enseignement et de formation pour répondre aux besoins propres aux Namibiens. Un tel programme devrait comprendre des bourses d'enseignement secondaire, mais il faudrait également prévoir une augmentation importante du montant de l'assistance destinée à l'enseignement postsecondaire, tant universitaire que professionnel. Le porte-parole de la SWANU a indiqué que 41 Namibiens au total, tous membres de la SWANU, avaient besoin d'assistance, soit pour entrer dans une école secondaire, soit pour poursuivre des études postsecondaires.

40. Les propositions les plus ambitieuses ont été faites par le SWANUF, dont les représentants estimaient que le Conseil devrait octroyer des bourses couvrant jusqu'à six années d'études, selon les besoins individuels, pour que les élèves namibiens puissent recevoir un enseignement secondaire complet les préparant à des études plus poussées. A l'intention des Namibiens trop âgés pour fréquenter les écoles locales ou qui auraient besoin d'une formation professionnelle, le SWANUF a proposé de créer au Botswana un institut technique namibien doté d'un personnel administratif et enseignant namibien; selon cette proposition, le Conseil pour la Namibie devrait accorder à cet institut une subvention annuelle de 80 000 dollars et y affecter du personnel technique recruté au sein des institutions spécialisées. Cette question est étudiée de façon plus détaillée aux paragraphes 67 à 77 ci-dessous.

4. Demandes d'assistance matérielle pour les Namibiens

41. Mis à part les besoins d'assistance à l'enseignement et à la formation, plusieurs des groupes namibiens qui ont été entendus par la mission du Conseil en Afrique ont demandé que le Conseil accorde une assistance sous d'autres formes. La demande la plus fréquente, formulée par les représentants tant de la SWAPO que du SWANUF, tendait à obtenir une assistance matérielle sous forme de fournitures médicales, de produits alimentaires et de vêtements, qui compléterait l'assistance fournie aux réfugiés namibiens en Zambie et au Botswana. Selon le Vice-Président de la SWAPO, qui a été entendu par la mission à Lusaka, il y avait environ 1 300 réfugiés namibiens dans ces deux pays, dont un millier étaient hébergés dans le camp de réfugiés de Mayukwayukwa, en Zambie. Quoique recevant une assistance généreuse du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et des Gouvernements zambien et betchouana, ils désiraient une assistance supplémentaire. Des déclarations analogues ont été faites à la mission par des membres du Comité exécutif de la SWAPO à Dar es-Salam et par les représentants du SWANUF.

42. Le Président de la SWAPO qui a été entendu par la mission à New York, a formulé une demande assez différente. Il a suggéré que le Conseil fournisse une assistance limitée, sous la forme de fournitures médicales, de livres scolaires et de vêtements, que les combattants de la liberté pourraient distribuer à des villages de Namibie. Il a estimé qu'une somme annuelle d'environ 20 000 dollars suffirait à cette fin et que l'on pourrait demander à la SWAPO d'établir une liste de médicaments et d'autres fournitures nécessaires.

5. Autres questions soulevées pendant les consultations de la mission

43. Au cours de leurs entretiens avec la mission, les représentants de la SWAPO et de la SWANU ont souligné l'importance du rôle joué par le Conseil dans la lutte contre la propagande sud-africaine et dans la publicité donnée à la lutte du peuple namibien. Les deux partis ont déclaré qu'ils avaient besoin d'une assistance financière pour étendre leurs campagnes de publicité. Les membres du Comité exécutif national de la SWAPO ont suggéré, pour leur part, que le Conseil aide leur parti en distribuant à l'échelon mondial des publications de propagande que la SWAPO avait l'intention de publier pour marquer le quatrième anniversaire du début de la guérilla, le 26 août 1966. Il a également été suggéré par le Président de la SWAPO que le Conseil organise une conférence internationale sur la Namibie, de préférence en Europe, à laquelle il inviterait des Namibiens et d'autres experts des questions intéressant le territoire, y compris des professeurs d'université et des représentants d'organisations telles que la Commission internationale de juristes, le Anti-Apartheid Movement et le Defense and Aid Committee. Le but essentiel de cette conférence serait d'attirer l'attention sur les activités du Conseil et d'obtenir l'appui des gouvernements, organisations et particuliers intéressés.

44. A la lumière des entretiens qu'elle a eus avec les représentants des partis namibiens, et après avoir plus amplement étudié la question, la mission a proposé dans son rapport au Conseil que ce dernier organise en 1971 en consultation avec

l'OUA, une conférence internationale ou un séminaire international sur la Namibie, qui se tiendrait en un lieu à fixer ultérieurement. Le but de la conférence ou du séminaire, auquel des gouvernements, des institutions spécialisées, des organisations et des particuliers pourraient être invités à participer, serait de servir de tribune pour un échange de vues sur la question de la Namibie. La mission a estimé qu'on pourrait peut-être aussi réunir à cette occasion les chefs des partis politiques namibiens.

45. Après avoir examiné le rapport de la mission, le Conseil a décidé, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, d'organiser une conférence sur la Namibie en consultation avec l'OUA. Le Conseil a décidé en outre que la conférence devrait avoir lieu au début de 1971 et s'inscrire dans le cadre de la participation du Conseil au programme d'action approuvé par l'Assemblée générale au paragraphe 3 de sa résolution 2544 (XXIV) du 11 décembre 1969, relative à l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale. Les conclusions et recommandations du Conseil à ce sujet figurent aux sections XII et XIII ci-dessous.

II. QUESTION DES TITRES DE VOYAGE ET PIÈCES D'IDENTITÉ

A. Aperçu général

46. On se souviendra que le 8 février 1968, le Conseil avait conclu que la résolution 2325 (XXII) de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1967, établissait sa compétence à délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité; au paragraphe 2 de cette résolution, l'Assemblée générale priait le Conseil "de s'acquitter par tous les moyens disponibles du mandat que l'Assemblée générale lui a confié". Le Conseil a donc décidé en principe de prendre toutes dispositions utiles pour délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité aux Namibiens.

47. La décision du Conseil a été confirmée peu après par l'Assemblée générale qui a décidé, par sa résolution 2372 (XXII), que "le Conseil poursuivrait, avec un sentiment d'urgence, ses consultations sur la question de la délivrance aux Namibiens de titres de voyage pour leur permettre de se rendre à l'étranger".

48. Dès l'abord, il est apparu évident au Conseil que, pour que les documents en question puissent véritablement remplir le rôle auquel ils étaient destinés, il fallait que les Etats les acceptent pour les déplacements sur leur territoire. Le Conseil a estimé qu'il serait plus facile aux Etats d'accepter les documents délivrés par lui, ou en son nom, s'ils étaient assurés que le détenteur de ce document avait le droit de retourner dans son pays de résidence ou dans un autre pays.

49. En conséquence, sur la demande du Conseil, le Secrétaire général a adressé une note verbale datée du 12 décembre 1968 aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux membres des institutions spécialisées pour les prier de s'engager à reconnaître et à considérer comme valides les titres de voyage et pièces d'identité délivrés par le Conseil aux Namibiens à l'étranger, sous réserve de l'obtention des visas normalement requis par chaque pays intéressé. A ce jour, 53 Etats ont répondu à la note verbale du Secrétaire général, en grande majorité par l'affirmative (voir l'annexe ci-après).

50. En même temps, le Conseil a engagé des négociations avec les pays où résident actuellement la majorité des Namibiens vivant à l'étranger, au sujet des modalités de délivrance des titres de voyage du Conseil aux Namibiens se trouvant dans ces pays. Ces négociations, qui ont duré près de deux ans et ont eu lieu au Siège et dans certaines capitales de l'Afrique orientale, étaient suffisamment avancées au printemps 1970 pour permettre au Conseil, lors de sa 87ème séance tenue le 21 mai 1970, de désigner la mission mentionnée aux paragraphes 19 à 23 ci-dessus dans le but, notamment, de poursuivre les négociations par contact direct avec les gouvernements intéressés. Le mandat de la mission, comme on l'a déjà dit plus haut, était : a) de mener à bonne fin l'accord, dont la négociation était déjà très avancée, avec le Gouvernement zambien et de prendre des dispositions pour l'ouverture à Lusaka d'un bureau du Conseil chargé des questions posées par les titres de voyage et les pièces d'identité, et b) d'étudier avec les Gouvernements du Botswana, de l'Ethiopie, du Kenya, de l'Ouganda et de la République-Unie de Tanzanie la possibilité de conclure des accords analogues avec le Conseil.

51. Durant son séjour en Afrique en juillet 1970, la mission a pu assister à la signature d'accords avec deux de ces gouvernements, à savoir la République de Zambie et la République de l'Ouganda; d'autre part, à la suite des négociations engagées par la mission au nom du Conseil, les termes d'un accord avec la République du Kenya ont été mis au point et l'accord s'est fait sur tous les points principaux avec le Gouvernement impérial éthiopien. La mission a pu annoncer que les négociations avec la République-Unie de Tanzanie et avec la République du Botswana avaient progressé. On trouvera ci-après des renseignements concernant les deux accords qui ont été conclus et les résultats des conversations que la mission a eues avec les six gouvernements.

B. Accord avec la République de Zambie

52. Après une dernière série de conversations qui ont eu lieu les 9 et 10 juillet 1970 avec le Ministre d'Etat à l'intérieur et d'autres fonctionnaires intéressés du Gouvernement zambien, la mission qui représentait le Conseil, et le Gouvernement zambien sont arrivés à un accord complet à la suite duquel un échange de lettres a eu lieu le 10 juillet entre M. C. M. Mwananshiku, ministre d'Etat à l'intérieur et M. A. A. Hamid, commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie. Les termes de l'accord, qui a été signé lors d'une cérémonie à laquelle assistaient tous les membres de la mission, sont les suivants 6/ :

"POINTS SUR LESQUELS PORTE L'ACCORD INTERVENU

1. Le Gouvernement de la République de Zambie reconnaît et considère comme valides les titres de voyage et les pièces d'identité délivrés aux Namibiens par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie et a l'intention de notifier sa décision au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, conformément à sa note verbale du 12 décembre 1968.
2. Dans l'exercice de ses droits souverains, le Gouvernement de la République de Zambie accepte d'accorder le droit de retour aux catégories suivantes de Namibiens auxquels des titres de voyage et pièces d'identité du Conseil seront délivrés :
 - a) Namibiens ayant leur domicile en Zambie;
 - b) Namibiens bénéficiant pour la première fois du droit d'asile en Zambie;
 - c) Autres Namibiens désignés par le gouvernement.
3. Le droit de retour sera certifié par le Gouvernement de la République de Zambie et inscrit dans les titres de voyage et pièces d'identité délivrés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie; ce droit sera accordé pour une période de deux ans au maximum à compter de la date de délivrance des documents, avec possibilité de prorogation.
4. Les demandes de délivrance de titres de voyage et de pièces d'identité seront soumises au Gouvernement de la République de Zambie qui les examinera. Un représentant du Conseil des Nations Unies pour la Namibie sera consulté,

6/ L'accord avec la Zambie est reproduit ici dans son intégralité, étant donné qu'il a servi de document de travail de base pour les négociations avec d'autres gouvernements.

conformément aux dispositions du paragraphe 5 ci-dessous, et un représentant de l'Organisation de l'unité africaine pourra être consulté le cas échéant. Les représentants du peuple namibien seront invités à fournir les renseignements nécessaires qui leur seraient demandés. Si le Gouvernement de la République de Zambie fait savoir au Conseil des Nations Unies pour la Namibie qu'il accepte d'accorder le droit de retour, les documents seront délivrés par le Conseil. Il s'entend qu'en règle générale le droit de retour sera accordé aux personnes entrant dans les catégories énoncées aux paragraphes 2 a) à c) ci-dessus, à moins que des raisons impérieuses de sécurité nationale ou d'ordre public ne s'y opposent.

5. Lors de l'examen des demandes de délivrance de titres de voyage ou de pièces d'identité, le Gouvernement de la République de Zambie consultera dans tous les cas le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, excepté :

- a) Lorsque le gouvernement décide de ne pas accorder le droit de retour pour des raisons de sécurité nationale ou d'ordre public. Les décisions prises par le gouvernement pour des raisons de cet ordre sont définitives;
- b) Lorsque les circonstances sont telles que la demande doit être examinée immédiatement, si bien que le temps manque pour procéder aux consultations prévues et que le gouvernement, sur la base des renseignements dont il dispose, est convaincu de la bonne foi du demandeur et est disposé à accorder le droit de retour.

6. Les dispositions des paragraphes 4 et 5 n'empêcheront pas le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de délivrer des titres de voyage, dans les cas où le droit de retour n'est pas accordé par le Gouvernement de la République de Zambie, à condition que le Conseil procure au demandeur le droit de retour dans un pays autre que la Zambie ou trouve un pays qui l'admettrait sans clause de retour.

7. Les présentes dispositions, qui sont prises dans l'intérêt des Namibiens, pourront être révisées à la demande du Gouvernement de la République de Zambie ou du Conseil des Nations Unies pour la Namibie après une période de deux ans à compter de la date du présent échange de lettres ou à la suite d'une décision des parties, et peuvent être modifiées par accord entre les parties.

ENGAGEMENTS MUTUELS :

8. Le Gouvernement de la République de Zambie, reconnaissant :

- a) Le statut international de la Namibie;
- b) L'importance et la nécessité qu'il y a pour les Namibiens de faire la preuve de leur identité et d'être en mesure de voyager lorsqu'ils vivent à l'étranger; et

- c) Les responsabilités particulières qui incombent au Conseil pour la Namibie en ce qui concerne les questions de sa compétence;

s'engage à apporter toute sa coopération en ce qui concerne les dispositions énoncées par les présentes.

9. Le Conseil pour la Namibie, reconnaissant que le Gouvernement de la République de Zambie ne devrait pas, à cause de la situation géographique du pays, avoir à faire face dans une proportion démesurée aux problèmes créés par l'entrée de Namibiens en Zambie, s'engage à faire tout son possible pour que d'autres Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies donnent également asile aux Namibiens et leur accordent le droit de résidence.

10. En outre, le Conseil pour la Namibie, reconnaissant que le problème du bien futur des Namibiens qui ont cherché asile dans d'autres pays est plus important que la question des titres de voyage, s'engage à accorder une attention sérieuse à ce problème."

53. Au même moment il a été convenu d'établir à Lusaka, si possible avant septembre 1970 un bureau du Conseil pour desservir la région de l'Afrique orientale. Ce bureau sera chargé de l'application pratique des accords conclus avec la Zambie et l'Ouganda (voir ci-après) et de tous les accords analogues qui pourront être conclus avec d'autres pays de la région 7/.

54. Par ailleurs, la mission a pu constater que le Gouvernement de la République de Zambie s'inquiétait de ce que les gouvernements de plusieurs Etats Membres de la région méditerranéenne n'avaient pas jusqu'à présent fait savoir au Secrétaire général qu'ils acceptaient la demande contenue dans sa note verbale du 12 décembre 1968, si bien que les Namibiens porteurs des titres de voyage du Conseil couraient le risque de ne pouvoir entrer dans ces pays ni s'y arrêter en transit pour se rendre à leur destination. La mission s'est engagée, au nom du Conseil, à entrer en contact avec les gouvernements intéressés afin d'obtenir d'eux qu'ils acceptent les titres de voyage du Conseil qui allaient être délivrés prochainement.

C. Accord avec la République de l'Ouganda

55. Les négociations avec le Gouvernement ougandais, qui avaient été engagées au Siège de l'Organisation à New York, ont repris lorsque la mission s'est rendue à Kampala les 17 et 18 juillet 1970. La mission et de hauts fonctionnaires du gouvernement se sont réunis le 16 juillet et sont parvenus à un complet accord. En conséquence, un échange de lettres a eu lieu le 17 juillet au Parlement entre

7/ L'établissement de ce bureau a été autorisé par l'Assemblée générale conformément au paragraphe 7 du dispositif de la résolution 2517 (XXIV) qu'elle a adoptée le 1er décembre 1969. Voir également Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, point 64 de l'ordre du jour, document A/7798, par. 5 et 10.

M. V. K. Rwamwaro, membre du Parlement, ministre adjoint des affaires étrangères et M. A. A. Hamid, commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie. Les termes de l'accord sont essentiellement les mêmes que ceux de l'accord conclu avec la Zambie 8/. Outre quelques changements apportés oralement aux paragraphes 4 et 5 et qui n'affectent en rien le fond, les parties sont convenues que, du fait de la situation géographique de l'Ouganda, il fallait modifier comme suit le libellé de la première partie du paragraphe 9 de l'accord avec la Zambie :

"Le Conseil pour la Namibie, reconnaissant que le Gouvernement de la République de l'Ouganda ne devrait pas, à cause de la situation géographique du pays qui lui vaut d'avoir déjà accueilli un grand nombre de réfugiés des Etats voisins, avoir à faire face, dans une proportion démesurée, aux problèmes créés par l'entrée de réfugiés... etc."

56. Conformément au paragraphe 1 de l'accord, le Gouvernement ougandais a donc informé le Secrétaire général, en réponse à sa note verbale du 12 décembre 1968, qu'il était disposé à reconnaître et à considérer comme valides les titres de voyage et les pièces d'identité délivrés par le Conseil.

D. Acceptation des principaux points du projet d'accord
par le Gouvernement éthiopien

57. Les négociations avec le Gouvernement éthiopien qui s'étaient engagées par l'intermédiaire de la mission permanente de l'Ethiopie auprès de l'Organisation des Nations Unies, se sont poursuivies lorsque la mission s'est rendue à Addis-Abéba. A la suite des entretiens qui ont eu lieu les 22 et 24 juillet entre la mission et de hauts fonctionnaires du Ministère des affaires étrangères à la tête desquels se trouvait M. Tesfaye Gebre Egzy, ministre d'Etat, un accord a été conclu sur les principaux points du projet d'accord, dont le texte a été en conséquence officiellement communiqué au gouvernement dans une lettre datée du 24 juillet 1970 adressée au Ministre d'Etat des affaires étrangères par le Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie. Dans sa lettre datée du 25 juillet 1970, le Ministre d'Etat répondait, notamment, ce qui suit :

"J'ai le plaisir de pouvoir informer le Conseil que le Gouvernement éthiopien accepte tous les points fondamentaux exposés dans la lettre susmentionnée. Après plus ample examen des détails qu'elle contient, je demanderai au Conseil de fournir des éclaircissements, le cas échéant 9/."

8/ Le texte complet de l'accord figure dans le document A/AC.131/20/Add.1, annexe II.

9/ Le texte complet de la lettre est reproduit dans le document A/AC.131/20/Add.1, annexe III.

58. La mission a reçu du Ministre d'Etat l'assurance que les demandes d'éclaircissements éventuelles ne concerneraient pas les points fondamentaux de l'accord et notamment qu'elles ne porteraient pas sur le paragraphe 3 qui traite de la question du droit de retour. La mission a indiqué, pour sa part, qu'elle serait heureuse de recevoir les demandes d'éclaircissements du gouvernement dans les meilleurs délais et que le Conseil les examinerait avec la plus grande bienveillance. La mission s'est déclarée convaincue qu'un accord complet serait conclu et qu'un échange de lettres pourrait avoir lieu dans un très proche avenir.

E. Négociations avec la République du Kenya

59. De nouvelles négociations ont eu lieu avec les fonctionnaires autorisés du Gouvernement kényen au cours de la visite que la mission a effectuée à Nairobi le 21 juillet 1970. Les fonctionnaires kényens se sont déclarés d'accord sur l'ensemble du projet qui leur a été soumis mais ont demandé un certain nombre de modifications pour aligner l'accord sur la législation actuellement en vigueur au Kenya. Les modifications proposées étaient les suivantes :

- a) Que l'alinéa a) du paragraphe 2 soit modifié comme suit :

"Namibiens ayant leur domicile légal au Kenya";

- b) Que le paragraphe 3 soit modifié comme suit :

"Le droit de retour sera certifié par le Gouvernement de la République du Kenya et inscrit dans les titres de voyage et pièces d'identité délivrés par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie; ce droit sera normalement accordé pour une période de six mois et, dans des cas particuliers, pour des périodes plus longues que le Gouvernement de la République du Kenya pourra prolonger."

60. La mission a accepté ces propositions au nom du Conseil; elle les a ensuite reproduites dans une lettre datée du 21 juillet 1970 que le Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie a adressée à M. Mungai Njoroge, ministre des affaires étrangères de la République du Kenya. La mission a reçu l'assurance que le Gouvernement kényen lui communiquerait prochainement son acceptation en bonne et due forme.

F. Négociations avec la République-Unie de Tanzanie

61. Les négociations entre la mission et les fonctionnaires autorisés du Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie représentant le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de l'intérieur, le Cabinet du Deuxième Vice-Président et le Cabinet du Ministre de la justice, ont eu lieu à Dar es-Salam le 14 juillet 1970. En outre, la mission a été reçue le 15 juillet par le ministre de l'intérieur, M. S. A. Maswanya. Elle a reçu l'assurance que les propositions qu'elle avait présentées seraient en principe acceptables au gouvernement mais que certains points nécessitaient un nouvel examen à l'échelon le plus élevé.

62. Etant donné la brièveté de son séjour à Dar es-Salam, la mission a déclaré qu'elle n'avait pas pu attendre l'issue de ces délibérations mais qu'elle était partie avec la conviction que l'attitude constructive du gouvernement se traduirait le moment venu en mesures positives. Au cours de ses entretiens avec les membres du gouvernement, la mission a indiqué que le Conseil examinerait avec la plus grande attention toute modification raisonnable que le gouvernement pourrait demander d'apporter au projet d'accord.

G. Négociations avec la République du Botswana

63. A la demande du Gouvernement du Botswana, les entretiens entre la mission et une délégation de fonctionnaires du gouvernement ont eu lieu à Lusaka le 11 juillet 1970. La délégation du Botswana était composée de M. D. M. Mokama, ministre de la justice, M. D. W. Finlay, représentant le Cabinet du Président et M. G. C. Molthesedi, haut commissaire du Botswana à Lusaka. M. Muuka, représentant le gouvernement hôte, **exerçait** les fonctions de président. Les entretiens, qui ont porté non seulement sur la question des titres de voyage mais aussi sur d'autres questions concernant la Namibie et qui se sont déroulés dans une atmosphère extrêmement amicale et constructive, étaient nécessairement de nature préliminaire. Au nom du Conseil, les membres de la mission, dont le Commissaire par intérim, ont exposé les principales raisons qui avaient amené le Conseil à décider de délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité aux Namibiens et ont précisé les termes de l'accord qu'ils espéraient conclure avec les gouvernements membres. La mission a indiqué que les hauts fonctionnaires du Botswana lui avaient donné l'assurance qu'ils mettraient leur gouvernement au courant des entretiens qui avaient eu lieu et que celui-ci tiendrait le plus grand compte des précisions que la mission avait bien voulu leur donner lorsqu'il étudierait l'accord envisagé. Les membres de la mission ont exprimé leur reconnaissance au Gouvernement du Botswana qui a témoigné de l'importance qu'il attachait à la demande du Conseil en déléguant à Lusaka des fonctionnaires de très haut rang. Les membres de la mission ont assuré la délégation qu'ils étaient pleinement conscients de la position difficile dans laquelle se trouvait le Botswana en raison de sa situation géographique et que le Conseil tiendrait toujours compte de ce facteur.

H. Observations finales

64. En prenant les mesures exposées plus haut pour la délivrance des titres de voyage et des pièces d'identité aux Namibiens, le Conseil agissait conformément aux termes des résolutions 2325 (XXII) et 2372 (XXII) de l'Assemblée générale. Le Conseil a noté avec satisfaction qu'un autre organe principal de l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité, a implicitement accordé son soutien à cette initiative en demandant au Conseil des Nations Unies pour la Namibie au paragraphe 10 de sa résolution 283 (1970) du 29 juillet 1970 "de faire tenir au Conseil de sécurité les résultats de son étude et des propositions concernant la délivrance de passeports et de visas aux Namibiens et d'entreprendre une étude et de formuler des propositions concernant la réglementation spéciale relative aux passeports et aux visas qui devrait être adoptée par les Etats pour les voyages de leurs ressortissants en Namibie".

65. Ainsi qu'il ressort des paragraphes qui précèdent, le Conseil pour la Namibie a déjà dépassé le stade des études et des propositions et a commencé à mettre en application les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale. C'est évidemment bien volontiers qu'il accède à la demande du Conseil de sécurité; il continue toutefois à s'acquitter du mandat que l'Assemblée générale lui a confié et il considère que les dispositions énoncées dans la résolution du Conseil de sécurité visent à appuyer les efforts entrepris par le Conseil dans ce domaine et à les faire progresser davantage.

66. En attendant, le Conseil pour la Namibie espère que les événements récents inciteront d'autres membres de l'Organisation des Nations Unies qui n'ont pas encore répondu à la lettre du Secrétaire général du 12 décembre 1968 (A/AC.131/10, par. 1) à indiquer qu'ils acceptent les propositions qu'elle contient.

III. PROGRAMME D'ENSEIGNEMENT ET DE FORMATION POUR LES NAMIBIENS

A. Aperçu général

67. On se souviendra que le programme spécial d'enseignement et de formation pour le Sud-Ouest africain, qui avait été institué par l'Assemblée générale dans sa résolution 1705 (XVI) du 19 décembre 1961 et avait duré jusqu'en 1967, a été fusionné avec les programmes entrepris en faveur d'autres territoires non autonomes de l'Afrique australe conformément à la résolution 2349 (XXII) adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 1967. Aux termes du paragraphe 4 b) de la résolution 2372 (XXII), l'Assemblée générale a décidé que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie organiserait "un programme de formation pour les Namibiens, en consultation avec les gouvernements qui se déclareront intéressés, afin qu'un corps de fonctionnaires, de techniciens et de cadres puisse être constitué qui soit en mesure d'assumer l'administration publique et le développement social, politique et économique de l'Etat".

68. Dans ses rapports précédents à l'Assemblée générale, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a souligné la nécessité de créer un programme spécial d'enseignement pour les Namibiens, placé sous le contrôle du Conseil et financé au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, le Conseil pour la Namibie note avec satisfaction que le Conseil de sécurité, dans sa résolution 283 (1970) du 29 juillet 1970, a demandé à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, d'établir un fonds des Nations Unies pour la Namibie afin, notamment, "de financer un programme général d'enseignement et de formation pour les Namibiens en tenant particulièrement compte du fait que, dans l'avenir, ils seront responsables de l'administration du territoire". A la suite de la demande ainsi formulée par le Conseil de sécurité, une question intitulée "Création d'un fonds des Nations Unies pour la Namibie" a été inscrite à l'ordre du jour de la session en cours de l'Assemblée générale.

69. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil pour la Namibie a jugé bon de faire figurer dans la présente section de son rapport les résultats de l'étude à laquelle il s'est livré en la matière, ainsi que ses conclusions concernant les besoins en matière d'enseignement et de formation des Namibiens se trouvant à l'étranger.

B. Etendue du problème

70. Au cours de l'année 1970, les besoins en matière d'enseignement et de formation des Namibiens ont été étudiés à la fois par le Comité permanent II et par la mission du Conseil en Afrique, qui a consacré une grande partie de ses travaux à cette question. La mission a indiqué qu'elle avait examiné de façon approfondie les problèmes de l'enseignement et de la formation lors de toutes les consultations qu'elle a eues avec les représentants des partis politiques et des étudiants namibiens, ainsi qu'avec les hauts fonctionnaires de l'OUA et les représentants d'autres institutions internationales intéressées.

71. La mission a constaté que tous les Namibiens qu'elle avait rencontrés étaient unanimes à demander au Conseil d'instituer un programme indépendant placé sous son contrôle et organisé de façon à répondre aux besoins des Namibiens. Ils ont exprimé leur insatisfaction devant le fonctionnement actuel du programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe, en faisant remarquer, d'une part, que les fonds disponibles ne permettaient pas d'octroyer un nombre suffisant de bourses aux Namibiens, et, d'autre part, que ce programme ne pouvait répondre pleinement aux besoins particuliers de nombreux Namibiens. Ceux-ci, en raison du niveau très bas de l'enseignement assuré aux Africains du territoire, avaient fréquemment reçu une formation académique insuffisante, ce qui les obligeait : à commencer par rattraper leur retard avant de pouvoir entreprendre des études aux niveaux secondaire ou universitaire. Ces mêmes personnes ont également souligné que de nombreux Namibiens avaient besoin d'une formation professionnelle et commerciale pour laquelle, ont-elles affirmé, il n'existait généralement pas de bourse. Le représentant de l'un des partis politiques en question a suggéré à la mission que le Conseil pour la Namibie envisage la création d'un fonds pour l'enseignement auquel les gouvernements pourraient être appelés à apporter des contributions volontaires, et dont la fonction principale serait de distribuer des subventions aux écoles et aux établissements de formation professionnelle africains.

72. Au cours de ses entretiens avec les représentants de gouvernements africains, la mission a constaté que, bien que ces gouvernements fussent prêts à admettre des Namibiens dans leurs écoles chaque fois que possible, leur propre manque d'établissements scolaires leur rendait difficile de satisfaire à toutes les demandes d'admission. Le problème se compliquait encore du fait que, les Namibiens demandant à être admis dans ces écoles étant fréquemment d'un âge nettement plus avancé que celui des autres élèves, l'admission leur était généralement refusée pour cette raison.

73. En poursuivant son étude du problème, le Conseil a reçu une suggestion tendant à ce que des cours d'enseignement élémentaire et primaire soient organisés pour les Namibiens dans les divers pays où ils résident, sur la même base que les cours assurés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies. Le Conseil a été informé qu'aux termes d'un accord récemment conclu entre le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation des Nations Unies, le Haut Commissaire assumerait la responsabilité de certains types d'assistance en matière d'enseignement à l'intention des réfugiés de bonne foi. En conséquence, et sous réserve de toute décision ultérieure, le Conseil a autorisé le Commissaire par intérim à étudier les possibilités de conclure des accords analogues en ce qui concerne les Namibiens.

74. Etant donné que l'une des plaintes adressées au Conseil vise le nombre de bourses mises à la disposition des Namibiens au titre du programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe, le Conseil a appris avec intérêt qu'au cours des années 1968-1970 l'Organisation des Nations Unies avait reçu 155 demandes de bourses émanant de Namibiens, dont 69 ont été satisfaites et 86 refusées. Le nombre de Namibiens bénéficiant actuellement de bourses au titre du programme est de 50, dont 21 ont reçu leur première bourse au cours de l'année 1970 et 21 autres ont vu prolonger la bourse qui leur avait été précédemment accordée.

75. En outre, le Conseil a reçu une liste détaillée de 41 Namibiens, résidant pour la plupart en Europe, pour qui des bourses seraient nécessaires; et un groupe de 64 étudiants namibiens résidant au Kenya ont fait connaître au Conseil leur besoin d'une assistance financière. On attend encore les renseignements et les chiffres promis par certains autres partis politiques sur les besoins individuels d'assistance concernant divers Namibiens.

76. Après avoir examiné les recommandations formulées par la mission, et à la suite de sa propre étude du problème, le Conseil s'est montré d'avis qu'il est nécessaire de créer à l'intention des Namibiens un programme complet d'enseignement et de formation tenant compte de leurs besoins propres, ainsi que de la nécessité de les préparer à jouer par la suite un rôle actif dans l'administration de leur pays. Le Conseil a estimé que les fonds présentement disponibles grâce aux contributions volontaires apportées au programme d'enseignement et de formation pour l'Afrique australe étaient insuffisants pour remplir cet objectif. Le Conseil, responsable de l'administration du territoire et de la préparation de sa population à l'indépendance, pense que tout programme indépendant pour les Namibiens devrait être placé sous son contrôle direct et financé au moyen du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

77. Les conclusions et les recommandations du Conseil portant sur ce programme figurent dans les sections XII et XIII ci-après.

IV. PARTICIPATION DU PEUPLE NAMIBIEN AUX TRAVAUX DU CONSEIL

78. Aux termes des dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la section II de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, le Conseil doit "administrer le Sud-Ouest africain jusqu'à l'indépendance, avec la participation la plus grande possible du peuple du territoire". En conséquence, lors de sa 7ème séance, le 30 novembre 1967, le Conseil a décidé d'associer à ses travaux des représentants du peuple namibien. Depuis lors, assisté maintenant de son Comité permanent I, le Conseil étudie les modalités d'une telle représentation et il a envisagé de réunir les organisations et partis politiques namubiens, en vue de conclure des arrangements appropriés. Tout en étudiant cette question, le Conseil et les diverses missions qu'il a envoyées en Afrique ont conféré avec des représentants namubiens pour s'informer de leurs vues. Les opinions des partis politiques namubiens, telles qu'ils les ont exposées aux membres de la dernière mission du Conseil, figurent aux paragraphes 28 à 36 ci-dessus. La mission s'est également entretenue de cette question avec le Secrétaire général administratif et d'autres hautes personnalités de l'Organisation de l'unité africaine, lorsqu'elle les a rencontrés à Addis-Abéba. Jusqu'à présent, le Conseil n'a pris aucune décision définitive au sujet des modalités propres à assurer la participation du peuple namibien.

79. Le Conseil tient à souligner qu'il cherche uniquement à mettre au point des arrangements pratiques qui permettent d'associer aussi étroitement que possible à ses travaux et à ses délibérations le peuple namibien en tant que tel, en attendant que le Conseil s'établisse dans le territoire. Il ne s'agit donc pas d'unifier différents partis politiques ni de décider si tel parti politique est plus représentatif du peuple namibien que tel autre, mais de faire en sorte que le Conseil, en sa qualité d'autorité administrative légitime, bénéficie le plus possible de la participation de l'ensemble du peuple namibien à ses travaux. A cet égard, il ne semble pas y avoir de conflit entre le Conseil et l'Organisation de l'unité africaine. Lors des entretiens qu'ils ont eus récemment avec la mission du Conseil, les hauts fonctionnaires de l'Organisation de l'unité africaine ont expliqué qu'ils savaient parfaitement que le mandat et les responsabilités du Conseil n'étaient pas identiques à ceux de l'OUA, et que si leur organisation n'avait reconnu que la South West Africa People's Organization qui était le plus représentatif des mouvements de libération namubiens, cela ne devait pas, à leur avis, empêcher le Conseil d'entendre d'autres groupes ou d'autres personnes.

80. Comme il ressort des opinions des partis politiques namubiens consignées aux paragraphes 28 à 36 ci-dessus, le Conseil n'a pas encore élaboré d'arrangements pratiques acceptables par tous les intéressés. Le Conseil continue donc d'étudier le problème tout en consultant l'OUA et les représentants des organisations et des partis politiques namubiens.

V. CONSULTATION ET CONCOURS DES INSTITUTIONS SPECIALISEES ET AUTRES
ORGANES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

81. Au paragraphe 2 de la section III de sa résolution 2248 (S-V), l'Assemblée générale a prié "les institutions spécialisées et les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies de fournir au Sud-Ouest africain une assistance technique et financière, au moyen d'un programme d'urgence coordonné qui réponde aux exigences de la situation".

82. Par la suite, à l'alinéa a) du paragraphe 4 de sa résolution 2372 (XXII), l'Assemblée générale a pris la décision ci-après :

"En consultation et en coopération avec les institutions spécialisées et autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies qui, au paragraphe 2 de la section III de la résolution 2248 (S-V), ont été priés de fournir à la Namibie une assistance technique et financière, le Conseil se chargera d'établir un programme d'urgence coordonné tendant à apporter une assistance de cet ordre pour répondre aux exigences de la situation actuelle;"

83. Comme il l'a exposé dans son précédent rapport, le Conseil a conçu sa tâche sous deux aspects : premièrement, l'élaboration d'un programme d'urgence à court terme d'assistance aux Namibiens et, deuxièmement, la préparation d'un plan à long terme de développement économique et social du Territoire, qui sera entrepris lorsque le Conseil sera à même d'exercer ses pouvoirs et ses fonctions dans le Territoire.

84. Au cours de 1970, le Conseil et le Commissaire par intérim, se conformant aux instructions données, sont restés en contact avec les institutions spécialisées et ont continué de les consulter au sujet du problème en question. En réponse à une demande que lui avait adressée le Conseil, la Commission économique pour l'Afrique, notamment, a présenté, il y a peu de temps, un rapport sur la situation économique et sociale de la Namibie, rapport que le Comité permanent II est en train d'étudier et qui servira de base pour l'établissement des grandes lignes d'un programme coordonné et pour l'évaluation du coût de son exécution. Certains des renseignements qui figurent dans ce rapport ont été consignés dans la section X ci-après.

85. Le Conseil est également en train de préparer un document qui sera soumis au Comité administratif de coordination, lequel a été prié, conformément à une recommandation antérieure du Conseil, d'examiner la question de l'application des deux résolutions susmentionnées de l'Assemblée générale.

86. En outre, comme il est noté dans le rapport précédent du Conseil, plusieurs institutions spécialisées, à savoir, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et l'Organisation mondiale de la santé ont déclaré dans leurs réponses à des questions posées par le Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie qu'elles étaient disposées à participer à tout projet d'assistance aux Namibiens résidant hors du Territoire, si ce projet cadrait avec les programmes d'assistance qu'elles exécutaient. Après avoir examiné les réponses des institutions spécialisées, le

Conseil pour la Namibie a demandé à son Comité permanent II de préparer des projets d'assistance précis qui seraient exécutés par les institutions spécialisées.

87. En ce qui concerne la représentation de la Namibie à la Commission économique pour l'Afrique en qualité de membre associé, conformément aux résolutions 151 (VIII) et 194 (IX) adoptées par la Commission respectivement les 21 février 1967 et 12 février 1969, le Conseil espère que le moment viendra où l'OUA, après avoir procédé aux consultations voulues avec le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, proposera à la Commission le nom d'un représentant de la Namibie.

88. Le Comité permanent compétent du Conseil étudie aussi d'autres mesures issues de la décision prise antérieurement par le Conseil de demander aux institutions spécialisées qu'elles acceptent la Namibie en qualité de membre associé, conformément à leurs constitutions respectives.

VI. COLLABORATION AVEC L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE

89. En 1970, le Conseil a intensifié considérablement sa collaboration avec l'OUA à la suite de nouveaux contacts directs entre le Conseil et les dirigeants de l'OUA à Addis-Abéba, en avril-mai et juillet 1970. La première de ces rencontres faisait suite à l'invitation adressée au Conseil de participer en qualité d'observateur au premier Séminaire des correspondants nationaux du Bureau de l'OUA pour le placement et l'éducation des réfugiés africains ainsi qu'à une session du Comité consultatif de cet organisme, session qui a eu lieu du 27 avril au 2 mai 1970. Le Conseil a accepté cette invitation et s'est fait représenter aux réunions en question par une équipe d'observateurs qui ultérieurement lui ont présenté un rapport qu'il a examiné à sa 87ème séance, le 21 mai 1970. Il ressortait de ce rapport que dans plusieurs domaines bien précis, notamment en ce qui concerne les échanges de renseignements et la coordination de l'aide aux réfugiés, les deux organes auraient avantage à collaborer plus étroitement.

90. Le séjour de l'équipe d'observateurs a été le prélude de rencontres ultérieures entre les membres de la mission en Afrique dirigée par le Président du Conseil d'une part, et d'autre part, le Secrétaire général administratif et d'autres hauts fonctionnaires de l'OUA, rencontres qui ont eu lieu pendant le séjour de la mission à Addis-Abéba, en juillet. Dans leur rapport au Conseil, les membres de la mission ont indiqué qu'ils avaient eu des entretiens complets et cordiaux avec les dirigeants de l'OUA sur un grand nombre de questions présentant un intérêt mutuel et notamment sur le programme du Conseil relatif à la délivrance de titres de voyage aux Namibiens; sur la question de la participation du peuple namibien aux travaux du Conseil et sur les efforts déployés par l'OUA pour promouvoir la coopération entre les partis politiques namubiens et sur les questions relatives aux réfugiés et au programme d'enseignement et de formation envisagé par le Conseil. En ce qui concerne la délivrance de titres de voyage, il a été indiqué aux membres de la mission que les consultations entre l'OUA et le représentant du Conseil à Lusaka, prévues dans les accords conclus avec la Zambie et l'Ouganda, seraient désormais plus faciles, l'OUA ayant également l'intention d'ouvrir un bureau à Lusaka. Les membres de la mission ont également pris connaissance avec intérêt de l'activité du Bureau pour le placement et l'éducation des réfugiés africains créé par l'OUA et dirigé par M. Ba Mamadou Lamine, qui s'occupe notamment d'obtenir des places dans les établissements d'enseignement pour les réfugiés africains et veille par ailleurs à ce que ceux-ci se voient offrir l'occasion d'utiliser leurs connaissances au terme de leur formation. Le Bureau a un fichier central où sont inscrits les réfugiés africains et leurs qualifications, et un fichier des possibilités d'emploi qui leur sont ouvertes en Afrique; il centralise également les renseignements relatifs aux possibilités d'enseignement et de formation qu'il tient à la disposition des intéressés. Les membres de la mission ont estimé qu'il était essentiel que le Bureau et le Conseil collaborent étroitement à l'application du programme d'enseignement et de formation institué par ce dernier.

91. Dans son rapport, la mission a conclu que si l'OUA et le Conseil abordent certains problèmes affectant la Namibie de manière différente, il n'en existe pas moins de vastes zones d'intérêt commun pour lesquelles les deux parties auraient

avantage à coordonner plus étroitement leurs travaux. Quand il a approuvé les recommandations de la mission, le Conseil a décidé qu'il convenait d'intensifier la collaboration entre les deux organes, notamment en ce qui concerne : a) les échanges de renseignements et b) la coordination de l'aide accordée aux réfugiés namibiens par l'intermédiaire du Bureau susvisé de l'OUA. Il a été convenu par ailleurs que le Conseil et l'OUA devaient dans toute la mesure du possible se consulter périodiquement au sujet de certaines questions de fond.

VII. QUESTIONS JURIDIQUES

A. Généralités

92. Aux termes du paragraphe 9 de sa résolution 2288 (XXII) et des paragraphes 9, 10 et 11 de sa résolution 2547 A (XXIV), l'Assemblée générale a renvoyé au Conseil, pour étude et suite à donner, plusieurs questions juridiques de nature technique. En raison de la complexité des questions juridiques en cause, et vu la responsabilité qui lui incombe en tant qu'autorité administrative légitime pour la Namibie, le Conseil a confié l'étude détaillée de ces questions à son Comité permanent II. On trouvera ci-après des renseignements sur l'état d'avancement des études et sur les conclusions préliminaires auxquelles elles ont permis d'arriver.

B. Paragraphe 9 de la résolution 2288 (XXII)

93. Aux termes du paragraphe 9 de sa résolution 2288 (XXII), l'Assemblée générale a prié le Conseil des Nations Unies pour la Namibie "de prendre d'urgence les mesures propres à mettre fin, dans le Territoire du Sud-Ouest africain, aux lois et pratiques établies par le Gouvernement sud-africain qui sont contraires aux buts et principes de la Charte".

94. Pour donner suite à cette demande, le Conseil, comme on l'a indiqué précédemment, a décidé de prier le Commissaire par intérim de préparer un sommaire et un inventaire de ces lois et pratiques. Un consultant a été engagé pour aider à la préparation de l'étude.

95. La législation qui doit être inventoriée et résumée comprend notamment des lois votées par le Parlement sud-africain, des proclamations du Président de la République (précédemment le Gouverneur général) et de l'Administrateur du Territoire, des ordonnances de l'Assemblée législative du Territoire, et diverses formes de législation secondaire (toutes telles qu'elles sont interprétées par les tribunaux).

96. Afin de maintenir l'étude (qui est actuellement en voie de préparation) dans des limites qui permettent son utilisation pratique, on a donné la priorité à l'objectif visé par le Conseil en demandant ladite étude, à savoir de lui permettre de se conformer aux dispositions du paragraphe 9 de la résolution 2288 (XXII). En conséquence, l'étude ne porte que sur les lois et pratiques qui sont si évidemment et si complètement contraires à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies que le Conseil pourrait juger utiles de les annuler ou de les abroger immédiatement, même s'il ne peut y substituer une législation couvrant le même sujet. Au paragraphe 98 ci-après, il est question de ce genre de lois, lesquelles peuvent avoir été promulguées soit avant, soit après l'adoption par l'Assemblée générale de la résolution 2145 (XXI).

97. En raison de la portée limitée de l'étude, certaines lois concernant la Namibie qui ont été promulguées par le Gouvernement sud-africain depuis la fin de son mandat ne sont pas comprises dans l'inventaire et le sommaire, même si toutes ces lois sont nulles et non avenues au point de vue du droit (étant donné que, depuis la fin du mandat, l'Afrique du Sud n'a aucune autorité pour légiférer en ce qui

concerne la Namibie. Cependant, lorsque sur le fond, les dispositions de telles lois promulguées par la puissance occupante et nulles et non avenues au point de vue du droit, ne sont pas contraires aux buts et principes de la Charte, il semblerait préférable de laisser au gouvernement librement élu de la Namibie, lorsqu'il sera établi, le soin et l'autorité d'examiner ces lois et de déterminer si, quand et comment il convient de les remplacer, de les modifier ou d'en confirmer les dispositions. L'expérience d'un certain nombre de pays qui ont subi une occupation illégale, notamment au cours de la deuxième guerre mondiale, indique que c'est là le moyen le plus pratique de traiter les lois qui ont été promulguées par la puissance occupante et qui ne soulèvent aucun problème politique.

98. On peut répartir en trois grandes catégories les lois qui relèvent du domaine de l'étude parce qu'elles devraient être abrogées immédiatement par le Conseil :

a) Les lois dites "constitutionnelles", dont beaucoup ont été promulguées après la fin du mandat, qui déterminent la base des rapports entre la Namibie et l'Afrique du Sud, établissent la structure gouvernementale de la Namibie et définissent la citoyenneté, les droits civils, etc. Ces lois, qui dénieient aux habitants du Territoire leur droit fondamental à la libre détermination, comprennent notamment : le South West Africa Constitution Act, No 39 de 1968; le South West Africa Affairs Act, No 25 de 1969; le Development of Self-Government for Native Nations in South West Africa Act, No 54 de 1968; le South West Africa Affairs Act, No 23 de 1949, S.34, lié à l'Electoral Consolidation Act, No 46 de 1946; le South African Citizenship Act, No 44 de 1949; et l'Establishment of an Elected Coloured Council for South West Africa Ordinance, No 29 de 1966.

b) Les lois de répression, la plupart d'entre elles étant des ordonnances sud-africaines étendues au Territoire, qui privent les habitants de la Namibie des principaux droits de l'homme. Parmi ces ordonnances, qui comprennent notamment toutes celles traitant de la police, des prisons, ainsi que du droit pénal et de la procédure pénale, il faut mentionner le Suppression of Communism Act, No 44 de 1950; le Public Safety Act, No 3 de 1953; le Unlawful Organizations Act, No 34 de 1960; et le Terrorism Act, No 83 de 1967.

c) D'autres lois, qui sont contraires à la Charte du fait que leurs dispositions, explicitement ou implicitement, imposent ou sanctionnent la discrimination raciale. Il s'agit de lois qui s'appliquent exclusivement aux non-Blancs, telles que les lois sur les permis, les lois sur le contrôle des entrées, les lois sur l'administration des autochtones, les lois relatives à la région située au nord de la "zone de police", les règlements relatifs au lieu de résidence des autochtones, et la législation s'appliquant exclusivement aux personnes de couleur. En outre, il s'agit aussi de la législation, et notamment des lois relatives au travail, à la sécurité sociale, à l'enseignement, aux terres et aux mines, où sont concentrées les dispositions discriminatoires les plus flagrantes et les plus fréquentes.

99. Outre l'inventaire et le sommaire des lois que le Conseil devrait abroger sans délai, l'étude doit fournir au Conseil des renseignements sur les incidences juridiques de certains changements "constitutionnels" récents introduits en Namibie en vue de mettre en oeuvre le plan dit "plan Odendaal", ainsi qu'une analyse de ces incidences juridiques. En particulier, l'étude doit traiter de l'effet qu'a sur les lois de la Namibie et sur la capacité du Conseil à mettre

en oeuvre le paragraphe 9 de la résolution 2288 (XII) le transfert de l'Administration du Territoire au Gouvernement de la République sud-africaine, en vertu du South West African Affairs Act de 1969, du contrôle législatif et administratif sur quelque vingt-cinq secteurs différents de l'activité gouvernementale.

100. Le résultat général au point de vue constitutionnel de ce transfert, rendu possible par d'importantes modifications apportées à la nouvelle constitution du Territoire promulguée en 1968, a été de ramener le Territoire à un statut qui ne diffère que de très peu de celui des quatre provinces qui composent la République sud-africaine.

101. Les incidences législatives ont été causées par l'extension d'un grand nombre de dispositions légales sud-africaines à la Namibie, à la suite de quoi le processus de centralisation et d'harmonisation du droit de l'Afrique du Sud et de la Namibie, qui s'effectuait auparavant de manière graduelle, s'est transformé en une série de changements hâtifs. L'extension de la validité des lois sud-africaines au Territoire a été effectuée de plusieurs manières : par une disposition expresse introduite dans les nouvelles lois (par exemple, le Prescription Act, No 68 de 1969, S.21); par modification de la législation existante (par exemple, le Radio Act, No 3 de 1952, S.19A, complété par la loi No 93 de 1969, S.16); par proclamation, comme prévu par la loi (par exemple, la proclamation R.293 de 1968, South West African Gazette Extraordinary, du 18 novembre 1968, promulguée en vertu du S.16 (1) de l'Aged Persons Act, No 81 de 1967, autorisant le Président de la République à appliquer certaines dispositions de la loi au Sud-Ouest africain "en ce qui concerne les autochtones"); par proclamation publiée en vertu du S.20 du South West Africa Affairs Act de 1969 (par exemple, la proclamation R.65 de 1970, appliquant à la Namibie le S.93, modifié, de l'Administration of Estates Act, de 1913); ou d'autre manière. Ce faisant, les lois en vigueur dans le Territoire ont été soit abrogées (par exemple, le Arms and Ammunition Act, No 75 de 1969); soit remplacées par d'autres lois (the South West Africa Constitution Act, No 39 de 1968, S.37 (1), (4), (6)7; soit conservées dans un état de coexistence ambiguë avec les lois nouvelles (lorsqu'aucune disposition spécifique abrogeant la législation du Territoire n'a été introduite dans la loi sud-africaine, et lorsqu'il n'y a pas eu abrogation par implication nécessaire, c'est-à-dire que la loi était complémentaire d'une autre dans la manière d'aborder une question donnée); soit ramenées au rang de règlement dans le cadre de la nouvelle législation votée par le Parlement (par exemple, le Water Act, No 54 de 1956, S.180 (5), auquel a été substituée la loi No 77 de 1969, S.13).

102. La principale conséquence administrative du transfert a été de concentrer des pouvoirs de décision considérables en ce qui concerne les questions intéressant la Namibie entre les mains de fonctionnaires qui, tant du point de vue géographique qu'administratif, sont fort éloignés des problèmes et soucis locaux et dont on peut attendre qu'ils donnent la préférence aux politiques et intérêts de l'Afrique du Sud sur ceux de la Namibie.

103. Pour ce qui est du travail du Conseil, l'un des problèmes les plus graves que le transfert du contrôle à Pretoria a soulevé est la manière dont le Gouvernement de la République sud-africaine use de ce contrôle pour essayer de lier le Territoire à la République. A cette fin, le Gouvernement sud-africain a, par exemple, dissout la Land Bank du Territoire et a transféré son actif et son passif

à la South African Land and Agricultural Bank (Land Bank Amendment Act, No 31 de 1969). De même, le Gouvernement sud-africain a procédé à la fusion de la Caisse de pension des instituteurs du Sud-Ouest africain avec une nouvelle caisse de pension, la "Provincial and Territory Service Pension Fund", créée spécialement à cette fin (Provincial and the Territory Service Pension Fund Act, No 14 de 1969).

C. Paragraphes 10 et 11 de la résolution 2547 A (XXIV)

104. Aux paragraphes 10 et 11 de sa résolution 2547 A (XXIV), l'Assemblée générale a prié le Conseil de prendre certaines mesures étroitement liées au problème des travailleurs et des organisations de travailleurs de Namibie, et même certaines mesures faisant partiellement double emploi.

105. Aux termes du paragraphe 10 de la résolution, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a été prié de "déclarer expressément que les normes internationales relatives aux droits syndicaux ... sont applicables à la Namibie...". En relation étroite avec cette disposition, l'Assemblée générale, dans la troisième phrase du paragraphe 11, a prié le Conseil "de faire en sorte que des syndicats librement constitués puissent être fondés, ainsi qu'il est prévu dans les instruments internationaux pertinents...". On peut supposer que les normes internationales dont il est question au paragraphe 10 sont celles qui sont énoncées dans les documents mentionnés dans la troisième phrase du paragraphe 11, et que les deux dispositions, prises ensemble, signifient que le Conseil est prié de déclarer que ces normes sont applicables à la Namibie et de faire en sorte qu'elles y soient appliquées.

106. Dans le premier membre de phrase du paragraphe 11, l'Assemblée générale a prié le Conseil "d'assurer l'application" en Namibie des dispositions du paragraphe 4 de la résolution 1302 (XLIV) (28 mai 1968) du Conseil économique et social, laquelle engage le Gouvernement sud-africain à assurer certains droits syndicaux et ouvriers, en particulier en ce qui concerne le traitement non discriminatoire, sur son propre territoire. La plupart de ces droits correspondent, en substance ou intégralement, à ceux auxquels il est fait référence, implicitement ou explicitement, au paragraphe 10 et dans le troisième membre de phrase du paragraphe 11 de la résolution 2547 A (XXIV) de l'Assemblée générale, à savoir le droit d'établir un système non discriminatoire de syndicats; le droit à la reconnaissance des syndicats africains; le droit des travailleurs africains de faire grève sans que cela constitue un délit pénal; et le droit des travailleurs emprisonnés pour activités syndicales à un élargissement immédiat et inconditionnel. En outre, au paragraphe 4 de sa résolution 1302 (XLIV), le Conseil économique et social demande d'abolir la "job reservation" (qui apparemment constitue en Namibie plutôt un usage qu'une règle de droit) et d'abroger certaines lois et certains règlements discriminatoires (qui n'ont pas tous leurs équivalents juridiques en Namibie) qui portent atteinte aux droits des travailleurs.

107. Dans le deuxième membre de phrase du paragraphe 11 de sa résolution 2547 A (XXIV), l'Assemblée générale prie le Conseil "d'abolir" l'Association des travailleurs indigènes du Sud-Ouest africain (South West Africa Native Labour Association).

108. Afin de permettre au Conseil de décider des modalités d'une action efficace en application des paragraphes 10 et 11 de la résolution 2547 A (XXIV), le Comité permanent II examine actuellement la portée et le sens des deux paragraphes, leurs conséquences juridiques et les moyens d'en assurer l'application.

109. Il est entendu que les normes internationales auxquelles il est fait référence aux paragraphes 10 et 11 comprennent la Convention supplémentaire de 1956 sur l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage et les conventions ci-après de l'Organisation internationale du Travail : Nos 11, 29, 50, 64, 65, 84, 87, 98, 104, 105 et 111. A cet égard, il a été noté que l'Afrique du Sud semble s'être écartée de la pratique normale des autres puissances mandataires en usage sous les systèmes de mandat et de tutelle, pratique qui consistait à appliquer ces conventions, en totalité ou en substance, aux territoires internationaux relevant de leur juridiction. Le Comité permanent examine actuellement les questions juridiques qu'entraînerait l'application par le Conseil de ces conventions à la Namibie et analyse d'autres méthodes qui permettraient de les appliquer, avec les avantages et inconvénients de chacune.

D. Paragraphe 9 de la résolution 2547 A (XXIV)

110. Au paragraphe 9 de sa résolution 2547 A (XXIV), l'Assemblée générale a prié le Conseil d'assurer l'application à la Namibie de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre (du 12 août 1949), de la Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre (également du 12 août 1949) et de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus, de 1955. Il convient de noter qu'il s'agit là de questions de droit international plutôt que de droit interne.

111. Le Conseil, en abordant ce problème, tient compte des dispositions des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, en particulier de la résolution 2548 (XXIV) au paragraphe 5 de laquelle l'Assemblée générale a réaffirmé la légitimité de la lutte que les peuples coloniaux mènent pour l'exercice de leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance. Dans le cas de la Namibie, la lutte de libération est reconnue comme étant un combat pour les droits non seulement de la population mais également de la communauté internationale, laquelle est directement responsable du Territoire. Aussi le Conseil a-t-il conscience du fait qu'il importe, en conséquence, d'appliquer les conventions et normes internationalement acceptées aux personnes participant à ces luttes ou affectées par elles. Il étudie la manière la plus efficace d'appliquer les conventions et normes et les moyens d'obtenir la coopération des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies pour veiller à leur application.

VIII. ACTIVITES DU MOUVEMENT DE LIBERATION

112. Le mouvement national de libération a continué à résister contre l'occupation sud-africaine, quoi qu'en dise l'Afrique du Sud. Il a été difficile au Conseil d'obtenir des renseignements détaillés sur la situation, en raison, d'une part, du contrôle rigoureux et de la censure sévère exercés par l'Afrique du Sud sur les nouvelles concernant ses opérations militaires et de police en Namibie et, d'autre part, du fait bien compréhensible que les dirigeants du mouvement de libération ne tiennent pas à révéler des renseignements que l'Afrique du Sud risquerait d'utiliser. Les renseignements que l'on a pu néanmoins recevoir suffisent à confirmer que la lutte pour la liberté et la dignité humaine se poursuit et qu'elle a provoqué une intensification des mesures de répression de la part des autorités sud-africaines.

113. Selon les nouvelles qui ont filtré hors de la Namibie, six soldats sud-africains ont été tués dans des escarmouches au début de 1970 dans la région d'Ovambo. Un membre du Comité central du SWAPO, M. Alphons Visitile, a été tué et un autre, M. Israel Iyambo, est encore recherché par la police de sécurité sud-africaine. Des affiches ont été apposées dans l'Ovamboland adressant des avertissements aux habitants qui lui donneraient refuge et offrant une récompense de 1 000 rands 10/ pour sa capture. M. Iyambo a été jugé en 1969 en vertu des dispositions illégales du Terrorism Act de 1967. Le SWAPO a annoncé dernièrement, par l'intermédiaire de son Secrétaire administratif, M. Moses Garoeb, que c'est dans la bande de Caprivi que les hostilités ont été les plus intenses, mais que des combats ont eu lieu également entre nationalistes et forces sud-africaines dans deux autres zones, aux alentours de Runtu, près de la rivière Okavango, et près d'Ondangua, dans l'Ovamboland. Il a d'autre part été signalé que des guérilleros du SWAPO avaient saisi une importante quantité de matériel de guerre appartenant à l'armée dans la partie orientale de Caprivi.

114. On trouvera dans la section IX ci-après des détails sur la manière dont les Namibiens ont résisté contre leur expulsion forcée de leurs foyers et contre l'établissement des prétendus "homelands". Le principal souci des Namibiens, selon les déclarations qu'ont faites les représentants des partis politiques namibiens au Conseil et aux membres de la mission de celui-ci qui s'est récemment rendue en Afrique, est de recevoir du monde extérieur l'appui matériel nécessaire pour poursuivre et intensifier leur lutte pour la liberté. Comme il est indiqué aux paragraphes 41 à 43 ci-dessus, les représentants du SWAPO ont demandé instamment au Conseil de leur fournir une assistance sous forme de fournitures médicales, de nourriture, de vêtements et de manuels et de les aider à faire connaître leur lutte de libération.

115. A ce propos, le Conseil note et fait siennes les dispositions des résolutions 2517 (XXIV) et 2555 (XXIV) par lesquelles l'Assemblée générale a prié tous les Etats de fournir au peuple de Namibie un appui moral et matériel accru dans sa lutte légitime contre l'occupation étrangère et a recommandé aux institutions spécialisées des Nations Unies et aux autres organismes internationaux intéressés de lui fournir une assistance dans le cadre de leurs activités respectives.

10/ Un rand équivaut à 1,40 dollar des Etats-Unis.

116. Comme il est bien connu, les forces armées sud-africaines stationnées en Namibie font partie des effectifs militaires sud-africains, qui sont ordinairement de 29 700 hommes et peuvent atteindre 85 500 en cas de mobilisation totale. Selon les dernières évaluations, les forces sud-africaines en Namibie comptent 17 000 hommes, y compris le personnel militaire et les forces de police. Les armes utilisées par l'Afrique du Sud pour ses activités de répression à l'intérieur de la Namibie comprennent des avions Buccaneer basés sur trois champs d'aviation, l'un à Katima Mulilo dans la bande de Caprivi, un autre à Runtu et le troisième à Ondangua. Ces appareils ont effectué des bombardements et des attaques aériennes sur des villages et des zones forestières où l'on soupçonnait la présence de guérilleros. On signale qu'une base militaire a été construite à l'extrémité orientale de la bande de Caprivi, face au village zambien de Sesheko, "afin de lutter contre les infiltrations terroristes". En mars 1970, le chef de la police sud-africaine a indiqué que plus de 1 000 policiers étaient perpétuellement en alerte, nuit et jour, contre "l'infiltration de terroristes, d'éléments subversifs et autres indésirables", en particulier le long des frontières entre la Namibie et la République. Il a admis que les besoins de la sécurité imposaient une lourde tâche aux forces de police.

117. Aux termes du General Law Amendment Act, adopté par l'Afrique du Sud en 1969 et appliqué à la Namibie, "quiconque aura en sa possession des documents relatifs à des questions d'armement, à des affaires militaires, de police ou de sécurité et publiera ou communiquera ces documents d'une manière ou dans un but susceptible de porter atteinte à la sécurité ou aux intérêts de l'Afrique du Sud, sera coupable d'un délit et sera passible, en cas de condamnation, d'une amende ne dépassant pas 1 500 rands ou d'une peine d'emprisonnement de sept ans au plus, ou des deux".

118. Des règlements très sévères concernant les réunions publiques dans les communes africaines ont été édictés par le Ministre de l'administration et du développement bantous. Aux termes de ces règlements, le superintendant d'une commune a le pouvoir d'interdire les réunions publiques s'il estime que l'ordre public risque d'être perturbé.

Nouveaux procès de combattants de la liberté

119. On se souviendra qu'en août 1969, six sur huit accusés namibiens avaient été reconnus coupables aux termes des dispositions illégales du Terrorism Act et que cinq d'entre eux avaient été condamnés à l'emprisonnement à vie et le sixième à 18 ans de prison. En avril 1970, les Namibiens condamnés ont fait appel et il a été signalé par la suite que c'est la cour d'appel de Bloemfontein en Afrique du Sud qui devait connaître de cet appel au mois d'août.

120. Le 27 février 1970, le SWAPO a publié à Lusaka une déclaration selon laquelle les autorités sud-africaines se préparaient à juger secrètement dix dirigeants du SWAPO pour des chefs d'accusation tombant sous le coup du Terrorism Act. L'organisation, qui a précisé que ses informations étaient fondées sur des renseignements sortis en fraude du Territoire, a déclaré par la suite que sept des accusés étaient inculpés de "participation à des activités terroristes" dans la bande de Caprivi et qu'un huitième était accusé d'activités analogues à Okavango.

Dans cinq de ces cas, lesdites activités auraient été effectuées entre 1964 et 1966, soit avant l'adoption du Terrorism Act. Les chefs d'accusation portés contre deux des accusés n'étaient pas connus.

121. Le SWAPO a déclaré que M. Brendan Kanyongola Simbwaye, vice-président du SWAPO, détenu depuis le 24 septembre 1964, était au nombre des accusés. Les noms des neuf autres étaient les suivants : MM. Alexander Simon, Jost Mbala Siloka, Manowa Mulibe Mahunga Mzilikazi, Masia Ingenda, Isiah Muhapulo Isitimela, Wilkenson Muluti Lukongo, Alfred Seloiso, Bernard Matmola Malapo et Charlie Simpatie. Le procès se serait déroulé dans le secret le plus total en avril 1970. On ne sait rien des arrêts qui ont été rendus.

IX. PERSISTANCE DE L'ATTITUDE INTRANSIGEANTE ET NEGATIVE DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

A. Généralités

122. Depuis que le Conseil a présenté son dernier rapport à l'Assemblée générale, il n'y a eu aucun changement sensible dans la politique de l'Afrique du Sud à l'égard de la Namibie. Le Gouvernement sud-africain continue de défier l'autorité des Nations Unies et, malgré les décisions du Conseil de sécurité, il poursuit l'application de mesures, à la fois législatives et administratives, visant à consolider son contrôle illégal sur le Territoire et à détruire l'intégrité territoriale de celui-ci. En 1970, il a poursuivi l'établissement de prétendus "homelands" pour les groupes ethniques, en application du fameux rapport Odendaal. En outre, il a pris de nouvelles mesures en vue de transférer à l'Afrique du Sud les pouvoirs et les fonctions exercés jusque-là par des organes territoriaux conformément au South West Africa Affairs Act de 1969, ce qui a eu pour effet, comme l'a déjà noté le Conseil, de ramener le gouvernement territorial au niveau des gouvernements provinciaux de la République. Enfin, le gouvernement a continué, en violation des résolutions du Conseil de sécurité, l'application illégale à la Namibie du Terrorism Act, adopté par l'Afrique du Sud en 1967 et, selon des rapports reçus par le Conseil, il aurait jugé secrètement un autre groupe de dix membres du SWAPO pour des délits réprimés par cette loi (voir par. 119 à 121 ci-dessus).

B. Développement des "homelands" et transfert des pouvoirs du gouvernement territorial à la République sud-africaine

123. Le transfert à l'Afrique du Sud d'une grande partie des pouvoirs et fonctions exercés jusque-là par le gouvernement territorial s'est poursuivi en 1970, conformément au South West Africa Affairs Act de 1969. C'est ainsi que, le 28 juillet 1970, le sénat sud-africain a approuvé un projet de loi supprimant un passage du South African Supreme Court Act, en vertu duquel la nomination d'un juge pour la "Division du Sud-Ouest africain" devait être renvoyée à l'Administrateur du Territoire. Cette nouvelle loi prévoit que c'est le Ministre de la justice de l'Afrique du Sud qui sera dorénavant saisi des questions qui étaient jusque-là renvoyées à l'Administrateur du Territoire. Elle abroge aussi deux autres clauses dont l'une autorisait l'utilisation des recettes du Territoire pour couvrir toutes les dépenses relatives à la "Division du Sud-Ouest africain" et l'autre prévoyait un serment séparé par lequel un juge s'engageait à exercer ses fonctions conformément à la loi et aux coutumes du Territoire. Le 31 juillet, le Gouvernement sud-africain a présenté un projet de loi visant à étendre à la Namibie le Bantu Education Act et le Bantu Special Education Act de l'Afrique du Sud. Selon le Ministre adjoint de l'éducation bantoue, le but essentiel recherché est de stimuler les services chargés de l'enseignement dans les nouveaux "homelands" et d'appliquer à l'éducation des Africains du Territoire la législation qui s'applique aussi à l'éducation des Africains en Afrique du Sud. On espérait que les "conseils législatifs", les "conseils exécutifs" et les départements de l'éducation des "homelands" seraient en fin de compte chargés de promulguer leurs propres "règlements" concernant la création et l'enregistrement des écoles.

Un autre projet de loi, présenté au Parlement sud-africain par le Ministre de l'intérieur le 30 juillet, visait à uniformiser les documents d'identité des habitants du Territoire. La carte d'identité indiquerait pour chaque personne à quel groupe de population elle appartient.

124. De nouvelles mesures ont aussi été prises en 1970 en vue de préparer l'établissement d'autres "homelands" pour des groupes ethniques africains. En février 1970, le Département sud-africain de l'administration et du développement bantous a effectué une enquête afin de préparer l'installation arbitraire et forcée de 44 000 Damaras dans une zone de 4,8 millions d'hectares appelée à devenir le "homeland" Damara 11/. On prévoit la création d'un conseil législatif qui assumerait progressivement les fonctions législatives et administratives exercées actuellement par le Département de l'administration et du développement bantous. Quelques fonctions exécutives seraient confiées à un comité du Conseil législatif, qui se composerait du chef nommé, d'un responsable désigné par lui et de trois membres élus par le Conseil. Il a été indiqué par la suite que l'élection des chefs et des conseillers aurait lieu avant la fin de 1970.

125. Environ 2 000 Damaras ont déjà été transférés de leurs foyers à Usakos à une nouvelle commune et quelque 500 autres Damaras ont été transférés à Okambahe, dans le "Damaraland".

126. Les préparatifs en vue de l'établissement du "Namaland" étaient également bien avancés et à la fin de 1969, on a appris que toute la population nama avait commencé à s'installer dans le nouveau "homeland" qui comprend les réserves de Berseba, Tses, Krantzplatz (Gibson) et Soromas ainsi qu'une région libérée par le rachat de 165 anciennes fermes qui appartenaient à des Blancs. Un conseil législatif composé de chefs et de conseillers et de quelques membres élus, qui assumerait progressivement certaines fonctions administratives et législatives exercées par le Département sud-africain des affaires des Métis, doit être créé.

127. En annonçant cette décision, les autorités sud-africaines ont signalé qu'à l'exception de 800 Namas vivant dans la réserve de Hoachanas, qui s'opposaient à l'ordre de déplacement, toute la population nama, soit environ 35 000 personnes, avait été déplacée de sa patrie, qui avait été déclarée zone "blanche". Il s'agit des réserves de Neuhoff, Bondelswartz et Hoachanas. On se souviendra que le Conseil s'est particulièrement inquiété du traitement subi par les Namas Rooinasie de la réserve de Hoachanas. En janvier 1969, après avoir entendu le Rév. Markus Cooper, représentant du SWAUNIO et chef des Namas Rooinasie, qui a décrit les mesures de contrainte utilisées pour forcer les Namas à quitter leur territoire traditionnel, le Conseil a publié un communiqué de presse dans lequel il a signalé le caractère illégal que revêtait cette mesure après l'adoption de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale. Par la suite, dans une lettre datée du 21 janvier 1970, le Rév. M. Cooper a informé le Conseil du texte de certains documents, dont un traité de protection et d'amitié conclu entre les

11/ La Commission Odendaal a recommandé que le "Damaraland" englobe Okambahe, Seafontain, Fransfontein, Otijhorongo, Welwitschia, une partie du Kaokoveld et 223 anciennes fermes blanches.

Namas Rooinasie et le Gouvernement allemand le 2 septembre 1885 et un Décret impérial du 10 avril 1898, en application duquel le Gouvernement allemand avait, en 1902, proclamé Hoachanas propriété inaliénable des Namas. Comme il a été signalé, malgré ce traité et ce décret, qui n'ont jamais été dénoncés ou déclarés nuls, les autorités sud-africaines ont continué de s'efforcer d'obliger les Namas à quitter la réserve, notamment en refusant toute forme d'aide ou d'assistance à ceux qui restaient. En août 1970, le Rév. M. Cooper a adressé au Conseil une nouvelle lettre dans laquelle il a demandé une aide afin d'alléger le sort des Namas vivant encore dans la réserve, lesquels souffraient beaucoup des conséquences d'une forte sécheresse et à qui étaient refusés même les services sociaux les plus élémentaires.

128. En juin 1970, tous les Hereros vivant dans le "Namaland", soit plus de 200 personnes, ont été transférés dans leur propre "homeland" par le Département sud-africain des affaires bantoues. On se rappellera que feu le chef Hosea Kutako s'était vigoureusement opposé à ce que sa tribu soit transférée à Rietfontein Block, qu'il avait décrit comme étant une région semi-désertique.

129. Les vastes réserves de gibier d'Ethosha, d'une superficie de 57 000 km² ont été ajoutées dans les plans visant à donner suite aux recommandations de la Commission Odendaal. Le Gouvernement sud-africain devait introduire, en 1970, une législation nouvelle tendant à prélever sur les réserves une superficie de 25 900 km², qui serait ajoutée aux "homelands" Ovambo, Damara et Kaokoveld.

130. En juillet 1970, le Ministre de l'administration et du développement bantous a annoncé que la population Okavango recevrait probablement l'"autonomie" en octobre 1970, et qu'il considérerait que la population Tswana "avait atteint le stade de maturité nécessaire" pour que des arrangements analogues puissent être pris à son égard. Des mesures préliminaires ont également été prises en 1970 pour constituer deux "homelands" à l'intention des Bushmen qui, bien que peu nombreux, sont dispersés dans plusieurs parties du Territoire et sont essentiellement nomades. Dernièrement, les autorités sud-africaines ont obligé les Bushmen à s'établir dans les environs de Tsumkwe, malgré les protestations d'anthropologues et d'autres qui craignent l'effet démoralisateur que cette installation pourrait avoir sur ces populations traditionnellement nomades.

131. Les difficultés dans le Gebiet de Rehoboth ont été provoquées par la création, en dépit des protestations de la communauté Baster, d'une Rehoboth Investment and Development Corporation, société d'Etat dont le Conseil d'administration est exclusivement blanc et qui est chargée de promouvoir le développement de l'agriculture, des mines, du commerce, de l'industrie et des finances dans le Gebiet. Les représentants de la communauté Baster se sont élevés contre l'adoption par l'Afrique du Sud, en 1969, de la législation portant création de la Corporation, du fait qu'ils n'avaient pas été consultés, que la Corporation aurait le droit de posséder des terres et d'en disposer sans se soucier de la loi ni des coutumes Basters en vigueur et qu'elle réduirait, en fait, les Basters à un statut inférieur dans leur propre "homeland". Malgré les protestations énergiques de la communauté, la Corporation a commencé ses opérations en mars 1970. Par la suite, lors d'une réunion du Basteraad, le 18 juin, à laquelle ont participé 200 Basters, les adversaires de la Corporation ont demandé que soit organisé un référendum sur la question de savoir si, oui ou non, la communauté devait proclamer son autonomie et couper les liens avec le Gouvernement de l'Afrique du Sud.

132. Pendant la période considérée, de nouvelles mesures ont été prises pour étendre le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud à la Namibie. En janvier 1970, il a été révélé qu'en ce qui concerne la réserve africaine de Katatura, située dans les environs de Windhoek, une loi interdit aux femmes de résider avec leur mari, sauf si celui-ci est né à Windhoek, ou s'il vit dans la réserve en y occupant un emploi permanent depuis dix ans, ou si la femme elle-même est une résidente de Windhoek. D'autres décrets locaux interdisent l'usage de certaines plages aux Africains, interdisent d'employer à demeure des domestiques africains dans les nouvelles banlieues de Windhoek, et étend le couvre-feu auquel sont soumis les non-Blancs dans les zones résidentielles blanches.

X. ACTIVITES DES INTERETS ETRANGERS, ECONOMIQUES ET AUTRES, EN NAMIBIE

A. Situation sociale et économique en Namibie

133. On sait que l'économie de la Namibie repose sur deux éléments : un secteur d'économie monétaire prédominant qui coexiste avec un secteur traditionnel d'économie de subsistance. Le secteur d'économie monétaire est limité presque exclusivement à la région de peuplement blanc, à l'intérieur de ce que l'on appelle la "zone de police". A l'extérieur de cette zone et dans les "homelands", la plupart des Africains de Namibie, qui constituent près de 80 p. 100 de la population, vivent en assurant tout juste leur subsistance. Bien que le secteur d'économie monétaire se développe rapidement - son taux de croissance est de l'ordre de 6 à 10 p. 100 par an - sur les 41 890 Africains de sexe masculin qui occupaient en 1966 un emploi rémunéré, on ne comptait pas moins de 30 216 manoeuvres non qualifiés, qui étaient rémunérés aux taux les plus bas, et 7 976 travailleurs semi-qualifiés, dont les salaires étaient nettement inférieurs à ceux des employés blancs. Selon une étude entreprise par la Commission économique pour l'Afrique à la demande du Conseil, la répartition du revenu national entre les diverses races que l'on trouve en Namibie est très défavorable aux groupes de population de couleur et africains. Les traitements versés aux non-Blancs restent inférieurs dans tous les domaines, y compris des domaines comme l'enseignement et la santé. Dans la plupart des autres branches de l'économie, le système des emplois réservés empêche effectivement la promotion de non-Blancs au-delà de certains niveaux. Les Blancs occupent pratiquement tous les postes de direction, tous les emplois de cadre et tous les emplois spécialisés dans le Territoire. En fait, il n'est pas permis aux Africains de participer aux activités économiques de la zone de police, sauf en tant que manoeuvres ou domestiques et cela seulement en vertu de contrats temporaires.

134. Selon la politique actuelle établie par l'Afrique du Sud, la population africaine est considérée en fait comme un réservoir de main-d'oeuvre à bon marché où peuvent puiser à leur gré les sociétés étrangères qui exploitent dans le Territoire, avec des profits considérables, des mines et autres entreprises industrielles de grande envergure. Le large recours à la main-d'oeuvre contractuelle, dont la Commission internationale de juristes a dit qu'il constituait un exemple unique pour ce qui était de l'application méthodique et efficace de conditions voisines de l'esclavage, vise à perpétuer cette situation, et il en est de même du fait que très peu de non-Blancs vont jusqu'à la fin des études secondaires et qu'il n'y en a actuellement qu'une poignée qui ont un diplôme universitaire. Les travailleurs n'ont aucune possibilité de choisir leurs employeurs ou le type de travail qu'ils feront, et encore bien moins leurs conditions d'emploi. Les lois imposées par l'Afrique du Sud dénie aux travailleurs africains le droit de faire grève ou de rompre leur contrat même quand les conditions qui leur sont faites sont inhumaines. Des travailleurs migrants sont recrutés, habituellement pour des périodes de deux ans, par la South West African Native Labour Association (SWANLA), qui fournit des travailleurs africains aux employeurs blancs de la zone de police. Les travailleurs ne sont autorisés à demeurer dans cette zone que pendant la durée de leur contrat et sont séparés de leur famille durant toute cette période, à l'expiration de laquelle

ils doivent retourner chez eux. Sauf lorsqu'ils ont un contrat de travail temporaire de ce type, la loi interdit aux Africains de quitter leurs "homelands" et d'entrer dans la région de peuplement blanc.

135. L'économie monétaire est contrôlée par des intérêts étrangers qui pillent les richesses de la Namibie. Elle est caractérisée par le fait qu'elle est lourdement tributaire de quelques industries primaires qui exploitent les riches ressources naturelles du Territoire pour les exporter. Mis à part le traitement de produits naturels, comme la mise en conserve du poisson, il y a très peu d'industries manufacturières et la plupart des biens de consommation nécessaires au Territoire sont importés d'Afrique du Sud. La Namibie est un des plus grands producteurs mondiaux de diamants et possède également en abondance divers autres minéraux comme le plomb, le cuivre, le zinc, l'argent et l'uranium. La valeur des diamants représente nettement plus de la moitié de la valeur de tous les minéraux extraits en Namibie. Comme le montrent les paragraphes qui suivent, les industries extractives, qui sont actuellement fortement dominées par des intérêts sud-africains et des Etats-Unis, ont connu au cours de ces dernières années une expansion notable, la valeur de la production de minéraux ayant plus que doublé entre 1962 et 1967, et ont attiré l'attention de plusieurs grandes sociétés internationales qui, actuellement, s'occupent surtout de prospection. De même, la pêche à des fins commerciales est contrôlée exclusivement par huit sociétés sud-africaines ou par leurs filiales, qui pêchent le poisson et le mettent en conserve pour l'exportation. Le rôle prépondérant des investissements étrangers en Namibie est révélé par le fait qu'en raison des sorties nettes de bénéfices, le revenu actuel du Territoire était estimé en 1967 à un chiffre inférieur de 40 millions de rands environ au produit intérieur brut, estimé à 244 millions de rands.

B. Activités des sociétés étrangères

136. Le rôle prépondérant des intérêts économiques étrangers dans l'économie namibienne a été décrit dans les rapports qui ont été présentés chaque année, depuis 1965, à l'Assemblée générale, par le Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux 12/. Comme le révèlent ces rapports, ainsi que l'étude effectuée au nom du Conseil par la Commission économique pour l'Afrique, la production de ces sociétés, en particulier celles qui exploitent des mines, représente environ 66 p. 100 du produit intérieur brut du Territoire. Le fait que la valeur des minéraux extraits en 1969 s'élevait à elle seule à 125 millions de rands alors que le montant total des investissements de ces entreprises étrangères est probablement inférieur à 100 millions de rands témoigne de la rentabilité de leurs activités. Le paragraphe ci-après expose et met à jour les renseignements dont on dispose à ce sujet.

12/ Documents officiels de l'Assemblée générale, dix-neuvième session, Annexes, Annexe No 15, document A/5840; Ibid., vingt-deuxième session, Annexes, point 24 de l'ordre du jour, document A/6868/Add.1, appendice II; Ibid., vingt-troisième session, Annexes, point 68 de l'ordre du jour, document A/7320/Add.1, appendice II; et A/7752 et Add.1 /voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 23 A (A/7623/Rev.1/Add.1)/.

137. Comme on l'a indiqué précédemment, l'extraction des diamants est la plus rentable des industries exploitées par des étrangers en Namibie; la production de diamants a été évaluée en 1969 à 70 millions de rands. D'après les renseignements dont on dispose, l'exploitation sur la terre ferme est une opération très rentable, le rapport entre les coûts d'exploitation et les profits nets ayant été de 1 pour 4,6 en 1969. Cette industrie est quasiment monopolisée par la Consolidated Diamonds of South West Africa Ltd., société qui est dans une large mesure entre les mains de l'Anglo-American Corporation of South Africa, par l'intermédiaire de sa filiale, la De Beers Consolidated Mines of South Africa, Ltd. La société détient les droits d'exploitation, valables jusqu'en l'an 2010, d'une concession minière de 10 259 miles carrés, située au sud de la Namibie, et s'occupe aussi d'exploitation de gisements marins en vertu d'accords avec la Marine Diamonds Corporation (elle aussi filiale de la De Beers) et la Tidal Diamonds (SWA) (Pty) Ltd., société qui est entre les mains de la Consolidated Diamonds (54 p. 100) et de la Getty Oil Company des Etats-Unis d'Amérique. La Consolidated Diamonds est un des principaux producteurs de diamants du monde. En 1969, elle a extrait au total 2 034 292 carats (y compris 183 813 carats provenant de la concession de la Tidal Diamonds) qui lui ont laissé un profit net de 48,9 millions de rands après déduction des impôts s'élevant à 33,7 millions de rands. Les dividendes, qui sont dans leur quasi-totalité distribués en Afrique du Sud, se sont élevés à 23,9 millions de rands.

138. A la fin de 1969, la Strathmore Services and Finance Corporation d'Afrique du Sud a entrepris de nouvelles opérations de prospection de mines de diamants sur le littoral sur une zone de trois miles délimitée par les fleuves Hoanab et Unjab. En décembre 1969, cette société a fait savoir qu'elle avait décidé de construire une usine de séparation des diamants dont le coût s'élèverait à un million de rands.

139. Le secteur des métaux communs de l'industrie minière est dominé par la Tsumeb Corporation qui fournit 80 p. 100 de la production totale de minéraux communs et la South West Africa Company. Ces deux sociétés produisent du plomb, du cuivre, du zinc, du vanadium, de l'étain et d'autres sous-produits. La Tsumeb Corporation a pour principaux actionnaires deux compagnies minières des Etats-Unis, l'American Metal Climax et la Newmont Mining Corporation, qui détiennent chacune 29 p. 100 des actions, tandis que la South West Africa Company est contrôlée par la Consolidated Gold Fields, Ltd. d'Afrique du Sud, l'Anglo-American Corporation et la British South Africa Company. Le zinc extrait par la South West Africa Company de ses mines de Berg Aukas, ainsi que la production d'une nouvelle mine récemment ouverte à Rosh Pinah, dans la région méridionale de la Namibie, par l'Iron and Steel Corporation of South Africa, est exporté dans sa totalité vers l'Afrique du Sud. La découverte récente de nouveaux gisements de minerais communs, en particulier de grandes quantités de cuivre, a beaucoup intéressé les milieux d'affaires étrangers.

140. Parmi les autres sociétés étrangères ayant des intérêts dans l'extraction ou la prospection de minerais communs dans le Territoire, on peut mentionner : la Klein Aub Copper Mine, dans le Gebiet de Rehoboth, contrôlée par des intérêts sud-africains; la Falconbridge (SWA) (Pty.) Ltd. et l'Osmites Mining Company, qui sont toutes les deux des filiales de la Falconbridge Nickel Mines du Canada et qui sont actuellement en train d'ouvrir dans le Gebiet de Rehoboth une mine de cuivre dont on prévoit qu'elle pourra être exploitée en 1971; et l'Etosha Minerals, filiale d'une société canadienne qui, d'après les renseignements dont on dispose,

s'occuperait de prospection de cuivre, de plomb et de zinc. Un événement marquant en 1969 a été l'annonce par la Rio Tinto South Africa (Pty.) Ltd., filiale de la société internationale du même nom, d'investissements d'un million de rands pour l'aménagement d'une mine d'uranium à Rössing près de Swakopmund, qui devrait commencer à produire en 1973. En vertu d'un accord récent avec le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'uranium produit par cette mine sera fourni à la Commission de l'énergie atomique du Royaume-Uni.

141. Les deux principales opérations de prospection de minéraux communs qui sont orientées surtout vers la découverte de cuivre et sont financées par des capitaux étrangers, sont effectuées par des consortiums : le FEDSWA Consortium (regroupant la Klein Aub Copper Co. Ltd. et ses trois sociétés mères, la Federale Mynbou-General Mining Group, la Federale Volksbeleggings Bpk. et la Marine Products Ltd., toutes contrôlées par des intérêts sud-africains); et l'Africa Triangle Mining, Prospecting and Development Company (Pty.) Ltd. (dont les actionnaires sont l'Anglo-Transvaal Consolidated Investment Co. Ltd., l'Anglo-American De Beers et la United States Steel Corporation). La concession accordée au FEDSWA Consortium couvre une zone de 8 500 miles entre Klein Aub et la frontière, tandis que la concession accordée à l'Africa Triangle Company représente au total 1 500 miles carrés répartis en plusieurs lots distincts situés dans les districts du Rehoboth et du Gobabis. Selon une déclaration faite en 1969 par l'inspecteur principal des mines du territoire, 85 concessions représentant au total une superficie d'environ 8 millions d'hectares avaient été accordées aux fins de prospection, pour la plupart à des sociétés sud-africaines.

142. Outre le cuivre, l'un des principaux produits qui fait l'objet d'une prospection intensive à l'heure actuelle est le pétrole. Depuis 1968, des zones d'une superficie totale de 30 000 miles carrés au large des côtes et de 80 000 miles carrés sur la terre ferme ont été cédées à bail à des sociétés, surtout à des filiales d'importantes sociétés pétrolières internationales, qui s'occupent actuellement de la prospection. Les sociétés internationales mères intéressées sont : la Shell Exploration et la British Petroleum du Royaume-Uni, la Gulf Oil Company des Etats-Unis, la Chevron Oil (une filiale de la Standard Oil de Californie), la H. M. Mining and Exploration Company en association avec la Syracuse Oil Company (toutes les deux du Royaume-Uni), la Woodford Oil and Gas (Canada), la De Beers Oil (Afrique du Sud) et la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (France). En outre, l'Etosha Petroleum Company de Toronto, qui détient depuis longtemps une concession dans la région d'Etosha Pan, a entrepris de nouveaux forages d'exploration en 1969.

143. La pêche, qui est devenue au cours des vingt dernières années la deuxième industrie de la Namibie, représente un investissement de 16,4 millions de rands dont 85,5 p. 100 proviennent de l'Afrique du Sud et 14,5 p. 100 d'autres pays étrangers. En 1968, cette industrie a déclaré des bénéfices de plus de 40 millions de rands. Huit sociétés importantes dominent cette branche de l'industrie; ce sont soit des sociétés sud-africaines, soit des filiales de ces sociétés.

144. Outre les mines et la pêche qui, comme on l'a montré plus haut, dominent l'économie namibienne et sont presque exclusivement aux mains des intérêts étrangers, il reste une troisième industrie de base, à savoir l'agriculture commerciale qui représente environ un sixième du produit intérieur brut. Contrairement aux autres industries primaires, l'agriculture commerciale n'est pas le

fait en Namibie d'importantes sociétés étrangères mais elle est néanmoins totalement entre les mains de non-Africains et les fonctions de gestion et de contrôle y sont remplies par des Blancs. A cause de l'aridité de la Namibie, l'agriculture commerciale consiste surtout en élevage de bétail et de moutons. L'activité la plus rentable est l'élevage du caracul auquel se consacrent environ 2 500 agriculteurs blancs; les peaux sont vendues à des sociétés contrôlées par des intérêts britanniques qui les revendent aux enchères à Londres.

XI. ACTION DU CONSEIL DE SECURITE CONCERNANT LA NAMIBIE

145. Dans ses rapports précédents, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a souligné l'importance qu'il attachait aux mesures par lesquelles le Conseil de sécurité s'acquittait de la responsabilité directe de l'Organisation des Nations Unies à l'égard de la Namibie et de son peuple.

146. Il convient peut-être de rappeler que le Conseil de sécurité s'occupe de la question de Namibie depuis que l'Assemblée générale a adopté sa résolution 2145 (XXI) par laquelle l'Assemblée, après avoir décidé que le mandat exercé par l'Afrique du Sud pour administrer le Territoire était terminé et après avoir déclaré que, désormais, la Namibie relevait directement de la responsabilité de l'Organisation des Nations Unies, a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur ladite résolution.

147. Ultérieurement, le 19 mai 1967, en fixant les modalités de l'application de la résolution 2145 (XXI), l'Assemblée générale, au paragraphe 5 de la section IV de sa résolution 2248 (S-V) a invoqué l'appui du Conseil de sécurité en priant ledit Conseil de prendre toutes les mesures appropriées pour permettre au Conseil pour la Namibie de s'acquitter des fonctions et responsabilités que l'Assemblée générale lui avait confiées.

148. Le Conseil de sécurité a été saisi de la question pour la première fois en 1968, lorsqu'il s'est occupé du procès illégal et de la condamnation dont un groupe de Namibiens avait été l'objet en violation du statut international du Territoire et des droits des personnes en question. A cette époque, dans ses résolutions 245 (1968) et 246 (1968), le Conseil de sécurité a reconnu que l'Organisation des Nations Unies et, en particulier, le Conseil pour la Namibie avaient une responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire de la Namibie.

149. Au début de 1969, le Conseil de sécurité s'est attaqué au coeur du problème et, par sa résolution 264 (1969), a réaffirmé "sa responsabilité spéciale à l'égard du peuple et du Territoire namibiens" et a demandé au Gouvernement sud-africain "de retirer immédiatement son administration du Territoire". Aux termes de cette résolution, le Conseil de sécurité a assumé la responsabilité de cette question en vertu du Chapitre V de la Charte et, en même temps, a confirmé qu'il s'acquittait de la responsabilité qui lui incombait en vertu de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale.

150. Constatant que l'Afrique du Sud ne s'était pas conformée aux dispositions de la résolution 264 (1969), le Conseil de sécurité a adopté, le 12 août 1969, sa résolution 269 (1969) par laquelle, notamment :

"Le Conseil de sécurité,

...

Condamne le Gouvernement de l'Afrique du Sud pour son refus de se conformer à la résolution 264 (1969) et pour le défi persistant qu'il oppose à l'autorité de l'Organisation des Nations Unies;

...

Demande au Gouvernement sud-africain de retirer son administration du Territoire immédiatement et, en tout état de cause, avant le 4 octobre 1969;

Décide que, si le Gouvernement sud-africain ne se conforme pas aux dispositions du paragraphe précédent de la présente résolution, le Conseil de sécurité se réunira immédiatement pour arrêter des mesures efficaces, conformément aux dispositions appropriées des Chapitres pertinents de la Charte des Nations Unies; ..."

151. Le 3 octobre 1969, le Secrétaire général a informé le Conseil de sécurité qu'il avait reçu du Ministre des affaires étrangères de l'Afrique du Sud une réponse 13/ relative à cette résolution. Dans sa réponse, le Ministre des affaires étrangères a exposé une fois de plus les arguments déjà invoqués par lui pour justifier sa non-exécution de la résolution, se fondant sur un raisonnement juridique fallacieux et une déformation des faits historiques que son gouvernement avait déjà invoqués pour contester la validité de la résolution 2145 (XXI) de l'Assemblée générale, et il a ajouté que les mêmes raisons s'appliquaient avec la même force à toutes les résolutions postérieures, y compris celles du Conseil de sécurité, qui étaient fondées sur ladite résolution.

152. Devant cette situation, le Conseil pour la Namibie a envoyé le 10 octobre 1969, une lettre au Conseil de sécurité (S/9471) dans laquelle il a exprimé sa vive inquiétude devant la manière provocante et négative dont le Gouvernement sud-africain donnait suite à la résolution 269 (1969) du Conseil de sécurité et a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur l'urgente nécessité d'une action efficace de sa part pour faire exécuter sa résolution 269 (1969). Le 1er décembre 1969, au paragraphe 4 de sa résolution 2517 (XXIV), l'Assemblée générale a appelé l'attention du Conseil de sécurité sur la nécessité de prendre les mesures appropriées, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte, pour apporter une solution à la grave situation qui s'était créée du fait du refus de l'Afrique du Sud de retirer son administration de la Namibie.

153. Ensuite, le Conseil de sécurité a adopté, le 30 janvier 1970, sa résolution 276 (1970) 14/ par laquelle, après avoir rappelé sa résolution 269 (1969), il a condamné énergiquement le refus du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la Namibie et, au paragraphe 2, a déclaré que la présence continue des autorités sud-africaines en Namibie était illégale et qu'en conséquence toutes les mesures prises par le Gouvernement sud-africain au nom de la Namibie ou en ce qui la concernait après la cessation du mandat étaient illégales et invalides. Le Conseil de sécurité a demandé à tous les Etats, en particulier à ceux qui avaient des intérêts économiques et autres en Namibie, de s'abstenir de toutes relations avec le Gouvernement sud-africain qui étaient incompatibles avec le paragraphe 2 de la résolution.

13/ S/9463 et Add.1 et 2. La réponse précédente de l'Afrique du Sud concernant la résolution 264 (1969) est reproduite dans le document S/9204.

14/ Le Conseil de sécurité s'est réuni pour examiner la question de Namibie le 28 janvier 1970, sur la demande de 58 Etats Membres.

154. Aux termes de cette résolution, le Conseil de sécurité a constitué un sous-comité ad hoc chargé d'étudier les moyens par lesquels les résolutions pertinentes du Conseil, y compris la résolution 276 (1970) pouvaient être effectivement appliquées conformément aux dispositions appropriées de la Charte, compte tenu du refus flagrant de l'Afrique du Sud de se retirer de la Namibie, et de lui présenter ses recommandations. Le Conseil de sécurité a prié tous les Etats, ainsi que les institutions spécialisées et les autres organes intéressés des Nations Unies de fournir au Sous-Comité tous renseignements et toute autre assistance dont il pourrait avoir besoin pour s'acquitter de sa tâche.

155. Conformément à la résolution, le Sous-Comité ad hoc a demandé des renseignements relatifs à ses travaux au Conseil pour la Namibie 15/ ainsi qu'à d'autres organes des Nations Unies, aux institutions spécialisées et aux Etats Membres; ces renseignements lui ont été fournis. Le 7 juillet 1970, il a présenté ses rapports et recommandations au Conseil de sécurité, qui les a examinés à sa 1550ème séance, le 29 juillet 1970.

156. A la fin de cette réunion, le Conseil de sécurité a adopté deux résolutions sur la Namibie.

157. Dans la première de ces résolutions, à savoir la résolution 283 (1970), le Conseil de sécurité a demandé à tous les Etats de prendre un certain nombre de mesures, notamment de s'abstenir de toutes relations diplomatiques, consulaires, commerciales, financières ou autres avec l'Afrique du Sud qui indiqueraient qu'ils reconnaissent l'autorité du Gouvernement sud-africain sur le Territoire de la Namibie, et de décourager leurs ressortissants d'entretenir de telles relations.

158. En particulier, aux paragraphes 10 et 12 de la résolution, le Conseil de sécurité s'est adressé au Conseil des Nations Unies pour la Namibie et à l'Assemblée générale dans les termes suivants :

"Le Conseil de sécurité,

...

10. Prie le Conseil des Nations Unies pour la Namibie de faire tenir au Conseil de sécurité les résultats de son étude et des propositions concernant la délivrance de passeports et de visas aux Namibiens et d'entreprendre une étude et de formuler des propositions concernant la réglementation spéciale relative aux passeports et aux visas qui devrait être adoptée par les Etats pour les voyages de leurs ressortissants en Namibie;

...

12. Demande à l'Assemblée générale, à sa vingt-cinquième session, d'établir un Fonds des Nations Unies pour la Namibie afin de porter assistance aux Namibiens ayant souffert de persécutions et de financer

15/ S/9863 et Corr.1, annexe III, p. 1 à 3.

un programme général d'enseignement et de formation pour les Namibiens en tenant particulièrement compte du fait que, dans l'avenir, ils seront responsables de l'administration du Territoire;".

159. La deuxième résolution adoptée par le Conseil de sécurité le même jour, à savoir la résolution 284 (1970), est libellée en partie comme suit :

"Le Conseil de sécurité,

...

Considérant qu'un avis consultatif de la Cour internationale de Justice serait utile au Conseil de sécurité pour continuer à examiner la question de Namibie et pour la réalisation des objectifs recherchés par le Conseil,

1. Décide de soumettre, conformément au paragraphe 1 de l'Article 96 de la Charte, la question suivante à la Cour internationale de Justice en demandant qu'un avis consultatif soit transmis au Conseil de sécurité à une date rapprochée :

'Quelles sont les conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie, nonobstant la résolution 276 (1970) du Conseil de sécurité?'

2. Prie le Secrétaire général de transmettre la présente résolution à la Cour internationale de Justice, conformément à l'Article 65 du Statut de la Cour, en y joignant tout document pouvant servir à élucider la question."

160. Dans ses conclusions, reproduites au chapitre XII ci-après, le Conseil présente ses observations sur la situation créée par l'adoption de ces résolutions. A ce propos, il est à remarquer que ces résolutions, bien qu'adoptant un certain nombre de recommandations soumises par le Conseil à l'Assemblée générale à sa vingt-quatrième session 17/ et faisant état des activités du Conseil de sécurité relatives à cette question, ne constituent pas cependant par elles-mêmes le genre d'action efficace envisagé par le Conseil pour la Namibie et par l'Assemblée générale dans sa résolution 2517 (XXIV).

17/ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-quatrième session, Supplément No 24 (A/7624/Rev.1), par. 121.

XII. CONCLUSIONS

A. Généralités

161. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, l'Afrique du Sud a continué de défier l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne la Namibie avec la même arrogance et ce défi a pris des proportions nouvelles et inquiétantes. En violation flagrante des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité et, en fait, des obligations qu'il avait contractées en vertu de l'ancien mandat, le Gouvernement sud-africain a pris de nouvelles mesures illégales en vue de détruire l'unité du Territoire et de réaliser son incorporation de fait à l'Etat sud-africain; en particulier, l'Afrique du Sud, poursuivant l'application du Plan Odendaal, a intensifié la création de soi-disant "foyers" - création qui entraîne des déplacements en masse d'Africains vers les zones séparées. Ce processus se traduit pour la Namibie par un renforcement de la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, de sorte que l'immense majorité de la population ne peut jouir des droits de l'homme les plus élémentaires. L'intensification des soi-disant mesures de sécurité, y compris les nouveaux procès intentés contre les combattants de la liberté en violation des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale, prouve à la fois l'attitude intransigeante de l'Afrique du Sud et la résistance héroïque du peuple de Namibie dans sa lutte légitime pour la liberté et l'indépendance.

162. Pour ces raisons, le Conseil est dans la triste obligation de conclure que la situation en Namibie s'est encore détériorée et que le danger d'une guerre raciale, avec toutes les conséquences qu'elle aurait pour la paix et la sécurité internationales, a augmenté.

163. L'adoption par le Conseil de sécurité de la résolution 276 (1970), suivie des résolutions 283 (1970) et 284 (1970), constitue un fait nouveau important et significatif en ce qui concerne la question de la Namibie.

164. De l'avis du Conseil pour la Namibie, cependant, les mesures prises par le Conseil de sécurité au cours de l'année 1970, qui sont récapitulées dans la section XI ci-dessus, ne constituent que des mesures préliminaires qui restent en-deçà des mesures qu'avaient envisagées le Conseil dans son précédent rapport 18/ et l'Assemblée générale dans sa résolution 2517 (XXIV). Le Conseil pour la Namibie demeure convaincu que la situation critique qui règne dans le Territoire, par suite du défi constant opposé par l'Afrique du Sud aux décisions de l'ONU, appelle l'adoption de mesures plus efficaces par le Conseil de sécurité afin d'assurer le retrait de l'Afrique du Sud de ce Territoire.

18/ Ibid., Supplément No 24 (A/7624/Rev.1).

B. Titres de voyage et pièces d'identité

165. Les discussions et négociations menées par le Conseil au cours des deux dernières années ont abouti à la signature en juillet 1970 d'accords officiels avec les Gouvernements de l'Ouganda et de la Zambie qui permettront au Conseil de délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité aux Namibiens se trouvant dans ces pays. Les documents seront délivrés par l'intermédiaire d'un bureau régional qui sera ouvert prochainement à Lusaka. En outre, à la suite des négociations qui ont eu lieu entre le Conseil et les Gouvernements de l'Ethiopie et du Kenya, ceux-ci ont accepté les termes d'accords similaires, étant entendu que leur acceptation officielle serait communiquée ultérieurement par écrit. Le Conseil a également poursuivi les négociations avec le Gouvernement du Botswana et celui de la République-Unie de Tanzanie et est parvenu avec ce dernier à un accord de principe, sous réserve d'une décision finale de la part de ce gouvernement. Des contacts seront pris en vue de conclure des accords similaires avec d'autres pays, notamment en Afrique, sur décision du Conseil dans chaque cas.

166. A la suite des accords intervenus, le Conseil pourra commencer à délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité aux Namibiens avant la fin de 1970. En agissant ainsi le Conseil aura mis en oeuvre le paragraphe 4 c) de la résolution 2372 (XXII) par laquelle l'Assemblée générale demandait au Conseil de "poursuivre avec un sentiment d'urgence ses consultations sur la question de la délivrance aux Namibiens de titres de voyage qui leur permettent de se rendre à l'étranger".

167. Compte tenu de ce qui précède, le Conseil estime qu'il est devenu impératif de faire une nouvelle démarche auprès de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et des membres des institutions spécialisées pour leur demander de reconnaître et de considérer comme valides les documents délivrés par le Conseil. Tout en se félicitant que 39 gouvernements aient fait savoir à ce jour qu'ils étaient disposés à le faire (voir ci-après annexe), le Conseil est d'avis qu'il faut s'efforcer de convaincre d'autres gouvernements à le faire et, en particulier, d'obtenir des Etats qui contrôlent l'accès à des parties du monde où les Namibiens pourraient avoir besoin de se rendre, qu'ils acceptent ces documents au moins à des fins de transit.

168. Le Conseil pour la Namibie note que, au paragraphe 10 de la résolution 283 (1970) du Conseil de sécurité, celui-ci lui demandait notamment d'"entreprendre une étude et de formuler des propositions concernant la réglementation spéciale relative aux passeports et aux visas qui devrait être adoptée par les Etats pour les voyages de leurs ressortissants en Namibie". Le Conseil pour la Namibie se propose d'entreprendre l'étude et d'établir le rapport demandés.

C. Programme d'enseignement et de formation pour les Namibiens

169. En conclusion de son étude mentionnée à la section III ci-dessus, le Conseil est d'avis que :

a) Il faut établir d'urgence un vaste programme d'enseignement et de formation pour les Namibiens, qui tiendrait compte de leurs besoins particuliers et de la nécessité de préparer ceux qui possèdent les capacités nécessaires à jouer un rôle actif dans l'administration future de leur pays;

b) Les ressources provenant de contributions volontaires au Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe sont insuffisantes.

c) Le Programme devrait être financé au moyen de crédits inscrits au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et ne pas dépendre des contributions volontaires;

d) Tout programme destiné spécialement aux Namibiens devrait être placé sous l'autorité directe du Conseil et sous la surveillance de son chef exécutif, le Commissaire par intérim des Nations Unies pour la Namibie, étant donné que le Conseil est chargé d'administrer la Namibie et de préparer sa population à l'autonomie et à l'indépendance;

e) Il conviendrait, pour le moment au moins, d'utiliser le mécanisme administratif existant au Siège et de maintenir les dispositions permettant à l'Organisation des Nations Unies d'avoir recours aux services des institutions internationales sur le terrain.

170. Les engagements financiers devraient comprendre des fonds destinés à financer les bourses et les allocations accordées aux étudiants namibiens, ainsi que les subventions versées à des établissements d'enseignement et de formation en Afrique qui sont prêts à dispenser un enseignement secondaire et à donner une formation professionnelle aux Namibiens. Au minimum, les engagements financiers annuels pour ce programme devraient suffire à : a) maintenir les allocations actuellement versées aux 50 Namibiens titulaires de bourses au titre du Programme d'enseignement et de formation des Nations Unies pour l'Afrique australe, pour un montant total annuel de 61 000 dollars; b) offrir 100 bourses supplémentaires pour un montant d'environ 120 000 dollars; et c) verser des subventions à des établissements d'enseignement en Afrique pour l'enseignement secondaire et la formation professionnelle des Namibiens.

171. Une somme de 200 000 dollars serait nécessaire pour l'établissement du programme distinct destiné exclusivement aux Namibiens dont il a été question ci-dessus. Le Conseil pour la Namibie est convaincu que, étant donné le caractère d'urgence des besoins, cette somme devrait être fournie au départ par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies et devrait venir s'ajouter à toute autre somme qui pourrait être réunie par la suite grâce à des contributions volontaires des Etats Membres. La responsabilité particulière que l'Organisation des Nations Unies a assumée à l'égard du peuple namibien et l'espoir qu'a fait naître en lui la création du Conseil pour la Namibie commandent que le montant des engagements financiers soit arrêté de manière définitive car il ne peut, de l'avis du Conseil, dépendre de contributions volontaires incertaines.

D. Participation du peuple namibien aux travaux du Conseil

172. Au cours de l'année écoulée, le Conseil a poursuivi son étude des moyens d'assurer la participation la plus grande possible du peuple namibien à ses travaux, conformément aux dispositions de l'alinéa a) du paragraphe 1 de la section II de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale. A l'occasion de

cette étude, le Conseil a procédé à de larges consultations avec les représentants des divers groupes politiques namibiens ainsi qu'avec les hauts fonctionnaires de l'Organisation de l'unité africaine (OUA). Le Conseil n'a pas encore pris de décision définitive quant aux dispositions d'ordre pratique qui permettraient d'assurer la participation du peuple namibien, mais il estime que ces discussions ont permis à toutes les parties intéressées de mieux comprendre son objectif. Le Conseil poursuivra son étude et ses consultations à ce sujet et il fera rapport sur cette question en temps opportun.

E. Réunion d'une conférence sur la Namibie en 1971

173. Après un examen attentif de la question et compte tenu des entretiens qu'il a eus avec les dirigeants namibiens, le Conseil est parvenu à la conclusion que, sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale, il devrait organiser, en consultation avec l'OUA, une conférence sur la Namibie qui se tiendrait au début de 1971 en un lieu que le Conseil préciserait et qui serait de préférence en Europe. La conférence, à laquelle des représentants namibiens, des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ainsi que des particuliers pourraient être invités, aurait pour but de permettre de rencontrer et de faire se rencontrer les dirigeants des partis politiques namibiens afin d'examiner les questions d'intérêt commun. En même temps, elle serait une tribune qui permettrait de procéder à des échanges de vues, à rallier les soutiens à la cause namibienne et à lui donner de la publicité.

174. En outre, la réunion de cette conférence viendrait en application du paragraphe 3 de la résolution 2544 (XXIV) de l'Assemblée générale concernant l'Année internationale de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et elle représenterait en partie la contribution du Conseil à ce programme.

F. Coopération entre le Conseil et l'Organisation de l'unité africaine

175. Pendant l'année considérée, le Conseil a eu d'autres contacts directs avec l'OUA. Ces consultations ayant montré combien les préoccupations étaient communes, il a été convenu qu'il serait mutuellement avantageux pour le Conseil et l'OUA de coordonner leurs travaux. Le Conseil a donc décidé qu'une coopération plus étroite devrait exister entre lui et l'OUA, notamment en ce qui concerne :

- a) l'échange des renseignements; b) la coordination de l'assistance apportée aux réfugiés namibiens par l'entremise du bureau de placement et d'enseignement en faveur des réfugiés africains de l'OUA; et c) la tenue de consultations périodiques sur certaines questions de fond chaque fois que cela sera possible.

XIII. RECOMMANDATIONS

176. A la lumière des conclusions qui précèdent, et compte tenu des activités qu'il a poursuivies dans le cadre de son mandat tel qu'il est défini dans les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale, le Conseil des Nations Unies pour la Namibie recommande à l'Assemblée générale :

a) De signaler à l'attention des membres du Conseil de sécurité qu'il est nécessaire que cet organe prenne de nouvelles mesures plus efficaces, y compris celles qui sont prévues au Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, face au refus persistant du Gouvernement sud-africain de se conformer aux résolutions 264 (1969) et 269 (1969) du Conseil de sécurité, datées respectivement du 20 mars 1969 et du 12 août 1969, en se retirant du Territoire de la Namibie, et face à la situation de plus en plus critique qui existe dans le Territoire par suite de la politique de répression et de discrimination pratiquée par ce gouvernement;

b) De demander à tous les Etats, et en particulier aux membres permanents du Conseil de sécurité, de prêter leur plein appui à celui-ci dans l'application de ses résolutions 276 (1970) et 283 (1970), datées respectivement du 30 janvier 1970 et du 29 juillet 1970, ainsi que dans l'application de toutes autres mesures que le Conseil de sécurité pourrait arrêter par la suite, en tant que moyen d'obtenir le retrait de l'Afrique du Sud du Territoire;

c) De prendre en considération le fait que l'Afrique du Sud viole constamment les principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, et, ayant présentes à l'esprit les obligations qui incombent aux Etats Membres conformément à l'Article 25 de la Charte, de prendre, en vertu de la Charte, toutes mesures appropriées qu'elle jugera nécessaires;

d) D'adresser un appel à tous les Etats pour qu'ils prennent des mesures appropriées lors des réunions des institutions spécialisées des Nations Unies, de l'Agence internationale de l'énergie atomique et d'autres institutions internationales associées à l'Organisation des Nations Unies dont ils sont membres, afin d'obtenir la suspension de tous les droits dont jouit l'Afrique du Sud en tant que membre de ces institutions, jusqu'à ce qu'elle se retire du Territoire de la Namibie;

e) De réaffirmer sa solidarité avec le peuple de la Namibie dans sa lutte légitime contre l'occupation étrangère et de demander à tous les Etats, ainsi qu'aux organes subsidiaires de l'Assemblée générale, aux autres organes compétents de l'Organisation des Nations Unies et aux institutions spécialisées de fournir l'assistance morale et matérielle dont le peuple namibien a besoin dans sa lutte;

f) De demander au Gouvernement sud-africain de traiter les Namibiens qui combattent pour leur liberté conformément à la Convention de Genève du 12 août 1949 relative au traitement des prisonniers de guerre 19/, ainsi qu'à la Convention portant la même date et relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre 20/;

19/ Nations Unies, Recueil des traités, vol. 75 (1950), No 972, p. 135.

20/ Ibid., No 973, p. 287.

g) De faire siennes les mesures que le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a prises en vue de la délivrance, aux Namibiens, de titres de voyage et de pièces d'identité et d'adresser un appel à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait pour qu'ils fassent savoir au Secrétaire général qu'ils sont prêts à reconnaître et à considérer comme valables ces documents aux fins de voyage sur leur territoire;

h) De décider d'ouvrir un crédit initial de 200 000 dollars, à prélever sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies, en vue du financement d'un vaste programme d'enseignement et de formation pour les Namibiens, en tenant particulièrement compte du fait que, dans l'avenir, ils seront responsables de l'administration du Territoire;

i) De décider de créer un Fonds des Nations Unies pour la Namibie afin de porter assistance aux Namibiens ayant souffert de persécutions;

j) De faire sienne la proposition du Conseil des Nations Unies pour la Namibie tendant à ce qu'il organise, en consultation avec l'Organisation de l'unité africaine, une conférence sur la Namibie qui se tiendrait au début de 1971, en un lieu, de préférence en Europe, qui serait fixé par le Conseil, notamment dans le cadre du programme du Conseil pour la célébration de l'Année internationale de lutte contre le racisme et la discrimination raciale;

k) De demander à tous les Etats de coopérer pleinement avec le Conseil pour la Namibie dans l'action qu'il mène pour s'acquitter des responsabilités qui lui incombent en vertu de son mandat;

l) De faire siennes les activités du Conseil en ce qui concerne la création d'un programme coordonné d'assistance technique et financière à la Namibie comme suite à la section III de la résolution 2248 (S-V) de l'Assemblée générale, du 19 mai 1967, et de l'alinéa a) du paragraphe 4 du dispositif de la résolution 2372 (XXII) du 12 juin 1968;

m) D'autoriser les ouvertures de crédits budgétaires nécessaires pour permettre au Conseil des Nations Unies pour la Namibie de continuer à s'acquitter de sa tâche et notamment :

- i) De créer un vaste programme d'enseignement et de formation distinct pour les Namibiens, ainsi que l'a proposé le Conseil;
- ii) De créer, en coopération avec les institutions spécialisées, un programme d'aide d'urgence;
- iii) De délivrer des titres de voyage et des pièces d'identité selon les modalités indiquées dans le rapport du Conseil;
- iv) De réunir une conférence sur la Namibie;
- v) De rencontrer des représentants du peuple namibien ainsi que de l'Organisation de l'unité africaine dans l'exécution de ses fonctions.

ANNEXE

INDEX ANALYTIQUE DES REPONSES RECUES DES GOUVERNEMENTS A LA NOTE DU SECRETAIRE GENERAL EN DATE DU 12 DECEMBRE 1968 CONCERNANT LES DOCUMENTS DE VOYAGE QUI SERAIENT DELIVRES AUX NAMIBIENS

<u>Nombre total de réponses reçues :</u>	53		
<u>Accusés de réception seulement :</u>	(2)	République démocratique du Congo	Irak
<u>Réponses intérimaires :</u>	(1)	République-Unie de Tanzanie	
<u>Accusés de réception accompagnés d'une demande de renseignements au sujet des progrès qui seront faits dans l'élaboration des plans :</u>	(6)	Canada Danemark Finlande	Norvège Pays-Bas Suède
<u>Considèrent les titres de voyage comme valides :</u>	(8)	Arabie Saoudite Cameroun Chypre Dahomey	El Salvador Nigéria Roumanie Togo
<u>Reconnaissent et considèrent comme valides les titres de voyage :</u>			
a) <u>Sous réserve de l'obtention des visas normalement requis :</u>	(15)	Birmanie Cambodge Chili Côte d'Ivoire Guyane Malaisie Maldives Maurice Niger	Philippines Sénégal Somalie Union des Républiques socialistes soviétiques Venezuela Yougoslavie
b) <u>Sous réserve des dispositions des lois sur l'immigration (ou des règlements ordinaire- ment applicables en matière d'immigration) :</u>	(7)	Ethiopie Indonésie Kenya Nouvelle-Zélande	Ouganda Pakistan Zambie

c) Sous réserve du droit de
retour :

(9) Belgique
Etats-Unis
d'Amérique
Japon
Madagascar
République
arabe unie

République
fédérale
d'Allemagne
Tchécoslovaquie
Thaïlande
Turquie

Ne reconnaissent pas comme valides :

(5) Cuba
France
Italie
Malawi

Royaume-Uni
de Grande-
Bretagne et
d'Irlande
du Nord

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre librairie ou adressez-vous à: Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
